

# POUR LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE



2005-2019

# Cahiers révolution communiste

- n° 23 Lukács : Lénine, 1924
- n° 22 CoReP : Pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005-2019
- n° 21 Trotsky : La grève générale en France, compilation 1936
- n° 20 Trotsky : Contre le Front populaire, compilation 1935
- n° 19 Trotsky : Face à la menace fasciste en France, compilation 1934
- n° 18 CoReP : plateforme, 2017
- n° 17 GMI : programme, 2017
- n° 16 La mobilisation de 2016 contre la loi travail
- n° 15 Lénine : l'État et la révolution, 1917
- n° 14 Casanova : l'Espagne livrée, 1939
- n° 13 Ligue des communistes : manifeste, 1847
- n° 12 4<sup>e</sup> Internationale : manifeste, 1940
- n° 11 1995, en défense des retraites
- n° 10 Marx : salaire, prix et profit, 1865
- n° 9 Bolchevisme contre lambertisme, 2016
- n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes, 2015
- n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre, 1915
- n° 6 Marx : la crise, 1847-1875
- n° 5 4<sup>e</sup> Internationale : programme, 1938
- n° 4 VdT et la guerre mondiale, 2015
- n° 3 Chili 1970-1973, 2004
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple, 1911-1934
- n° 1 GMI : plateforme, 2013

4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP  
2 euros auprès des militants

Collectif révolution permanente

*Manifeste pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005, p. 5*

*Déclaration pour l'annulation de la dette de la Grèce, 2015, p. 24*

*Déclaration pour l'ouverture des frontières aux réfugiés, 2016, p. 27*

*Déclaration après le référendum en Grande-Bretagne, 2016, p. 30*

*Manifeste pour la révolution socialiste européenne, 2019, p. 39*

Chronologie p. 54

## CONSTRUCTION EUROPÉENNE LES ÉTAPES :

1957

1973

1981

1986

1995

2004

2007

2013



# Manifeste pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005

Le Premier ministre social-démocrate espagnol a déclaré peu après son entrée en fonction : « *L'Europe doit avoir confiance dans la perspective de devenir la puissance la plus importante dans le monde d'ici 20 ans* » (*Der Spiegel*, 9 novembre 2004).

Sur le papier, l'Union européenne de 25 pays, abusivement appelée « Europe » par José Zapatero, semble pouvoir rivaliser avec les États-Unis d'Amérique : 10 500 milliards de dollars de PIB pour l'UE à 25 contre 11 000 milliards pour les États-Unis, 455 millions d'habitants contre 295 millions. Sur cette base, à partir des succès comme la mise sur pied d'une monnaie commune à 12 États en 1999 et de l'élargissement en 2004 de l'UE à 10 pays, la social-démocratie, les débris du stalinisme européen et un certain nombre de leurs alliés dits « d'extrême-gauche » croient assister à l'émergence d'un équivalent européen des États-Unis, que les travailleurs auraient simplement à rendre plus « social » et plus « démocratique ».

## **LE MYTHE DE L'UNITÉ DU CONTINENT ET DE LA PAIX SOUS L'ÉGIDE DE L'UNION EUROPÉENNE**

Tous ces courants font confiance aux classes capitalistes pour réaliser l'unification de l'Europe, alors que seule la classe ouvrière en est capable, à condition de ne pas se subordonner à ses exploiters. En effet, les États-Unis d'Amérique ont résulté de la création d'un État par les bourgeoisies des colonies britanniques d'Amérique du Nord à une époque où le capitalisme était juvénile, quand la bourgeoisie était encore capable de jouer un rôle révolutionnaire, de prendre la tête des masses populaires, de les mobiliser et de les armer contre la puissance coloniale (guerre d'indépendance) puis contre les propriétaires fonciers esclavagistes (guerre de sécession). Quant à elle, l'Union européenne est apparue trop tard, à l'époque de décadence historique du capitalisme. Elle est un bricolage fragile de vieilles bourgeoisies, réactionnaires depuis si longtemps qu'elles sont bien incapables de fusionner et d'abandonner leur État national.

Le budget de l'Union européenne prouve qu'elle est loin de constituer un État. D'abord, elle n'a pas le droit de lever elle-même des impôts et elle est financée par des cotisations des États membres. Ensuite, ce financement est limité à environ 1 % du PIB de la zone soit 116 milliards d'euros (environ 150 milliards de dollars américains) ; en octobre 2002,

Gerhard Schröder et Jacques Chirac se sont entendus pour ne pas l'augmenter. Enfin, le budget ne comporte pas de poste « défense » et il est surtout consacré aux « fonds structurel » au bénéfice des zones les plus pauvres (environ 33% des dépenses) et, jusqu'à présent, à la « politique agricole commune » (environ 45 % des dépenses, soit 45 milliards d'euros).

A titre de comparaison, le budget fédéral des États-Unis représente plus de 20 % du PIB américain. À elle seules, les dépenses militaires des États-Unis dépassent 350 milliards d'euros, soit 40 % de celles du monde entier. Celles des 25 armées de l'Union européenne, si on les additionne, plafonnent à 150 milliards d'euros. En outre, les États européens restent membres de l'alliance militaire contrôlée par les États-Unis, l'OTAN. L'Union européenne n'a pas de bras armé. Même la « force de réaction rapide » décidée au Conseil européen d'Helsinki de 1999 n'est pas une force supranationale à la disposition des instances de l'UE. Elle se borne à une coopération entre les armées nationales, qui est, pour l'instant, limitée à quatre États (Allemagne, Belgique, France, Luxembourg). En outre, les décisions militaires de l'Union européenne doivent être prises à l'unanimité des 25 États membres.

La guerre des Balkans de la fin du 20<sup>e</sup> siècle et la deuxième guerre impérialiste contre l'Irak ont montré que l'UE n'est en rien *une* puissance, mais reste une fédération hétérogène autour d'un bloc —lui-même plus ou moins conflictuel— entre l'impérialisme allemand et l'impérialisme français.

L'accord de 1957 à l'origine de l'UE prétendait « *affermir, par la constitution de cet ensemble, la sauvegarde de la paix et de la liberté* » (traité de Rome, préambule). Le projet de traité constitutionnel de l'UE de 2004 affirme : « *L'Union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples.* » (art. I.3).

Cela est démenti par la dévastation de l'ex-Yougoslavie de 1990 à 1999, qui a découlé largement de la rivalité persistante des puissances européennes. En effet, pour préserver et étendre leurs zones d'influence, les impérialismes français et allemand ont joué un grand rôle dans l'éclatement de la confédération yougoslave, appuyant tel ou tel secteur national de l'ancienne bureaucratie titiste. Toutes les fractions de la bureaucratie voulaient restaurer le capitalisme, au détriment de l'union des peuples que la révolution yougoslave avait réalisée, et pour empêcher la révolution politique qui aurait permis au prolétariat yougoslave uni d'exercer le pouvoir. Dès l'origine, l'impérialisme allemand a encouragé la proclamation de l'indépendance par la Croatie et de la Slovénie, elle leur a fourni des armes et des conseillers militaires. De son côté, l'impérialisme français soutenait le plan de la « Grande Serbie », et elle armait celle-ci contre la Croatie et la Bosnie. Il en a résulté une décennie de régression nationaliste, de guerre, de déplacements de population et de massacres.



Les États-unis ont joué de leur supériorité diplomatique et militaire pour mettre fin au conflit... et renforcer leur influence en Europe au détriment de ses rivaux impérialistes du vieux continent.

L'UE prétend libérer les peuples et assurer leur bien-être. Mais, en son sein, elle garantit les frontières des États existants. De cette manière, l'UE ratifie l'oppression de bien des peuples en Europe même : Basques, Albanais du Kosovo, Irlandais... Pire encore, elle entérine le rattachement forcé des peuples des dernières miettes des anciens empires coloniaux britanniques, portugais, espagnol, néerlandais, français, danois... qui sont classés en « Pays et territoires d'outre-mer de l'Union européenne » et en « Régions ultrapériphériques ». Les PTOM sont associés à l'UE : Groenland, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Aruba, Antilles néerlandaises, Anguilla, îles Malouines, Bermudes, etc. Les RUP, souvent

plus éloignées du continent européen que la Turquie, font même partie du territoire de l'UE : Guyane française, Guadeloupe, Martinique, La Réunion, Açores, Madère, îles Canaries.

La « Paix européenne » ignore la participation des armées de presque tous les pays capitalistes d'Europe à l'agression contre l'Irak en 1991, ainsi que le scandaleux embargo de l'ONU qui étrangla la population durant les dix années qui suivirent. Leur « paix » ferme les yeux sur les bombardements par plusieurs armées européennes et par l'armée américaine de la Serbie en 1999, de l'Afghanistan en 2002, sur les nombreuses interventions militaires desquelles les « démocraties » de la « vieille Europe » se sont rendues coupables en Côte d'Ivoire, en Haïti, etc. Leur « paix » oublie le soutien de tous ces États à Israël, oppresseur de la Palestine, leur soutien à la Turquie, oppresseur des Kurdes et à la nouvelle Russie capitaliste, oppresseur de la Tchétchénie.

Pour ce qui est de l'« unité » de l'Europe vis-à-vis de l'extérieur, l'expérience l'a contredite cruellement. Vis-à-vis de leur principal rival, l'impérialisme américain, les États européens ont montré leur division : les gouvernements de Grande-Bretagne, d'État espagnol, d'Italie et des pays d'Europe centrale ont soutenu les États-Unis lorsque ils ont engagé leur guerre de terreur et de pillage contre l'Irak, condamnée à haute voix par les impérialismes français et allemand qui souhaitaient poursuivre l'utilisation de l'ONU pour étrangler le pays.

Les rivalités apparaissent également dans l'opposition croissante entre impérialismes européens pour protéger leur commerce extérieur et leurs investissements à l'étranger afin de s'assurer des profits à l'est de l'Europe ou en Afrique, Amérique latine, Océanie et Asie.

## **L'EUROPE DU CAPITALISME, DU RACISME ET DU MILITARISME**

Par l'invasion impérialiste de l'Irak sous direction américaine (avec participation de la Grande-Bretagne, de l'État espagnol, de l'Italie, de la Pologne...), par l'invasion et l'occupation de l'ex-Yougoslavie par l'OTAN, et l'occupation de l'Afghanistan par l'OTAN (avec la France, l'État espagnol, l'Allemagne), par le contrôle de Haïti (France, État espagnol, avec les États-Unis, l'Argentine, le Brésil, la Turquie, etc.), les pouvoirs impérialistes européens participent à la restauration brutale du capitalisme dans les anciens États ouvriers et à la recolonisation en cours des pays dominés.

A l'intérieur comme à l'extérieur, la minorité d'exploiteurs doit masquer ou légitimer sa domination grâce au patriotisme, aux médias de masse, aux religions, au système d'éducation. Pour compléter, il lui faut intimider et éventuellement écraser la résistance de la majorité exploitée et opprimée. Sans compter les dépenses pour les polices et les prisons, en constante augmentation, l'ensemble des 25 pays de l'UE dépensent en moyenne plus de 2 % de leur PIB pour leurs armées.

Les coups que reçoivent actuellement les travailleurs des campagnes et des villes d'Europe ne viennent pas d'une idéologie, qui serait le « néolibéralisme » des institutions européennes. La lutte entre la bourgeoisie et la classe ouvrière est immanente au capitalisme. Plus que jamais depuis la crise économique mondiale de 1973, chaque bourgeoisie dans le monde mène l'offensive pour augmenter le taux d'exploitation et faire baisser la valeur de la force de travail. Le résultat est que, de 1975 à 1999, la part des salaires dans le PIB européen des 15 a baissé de 9 %. Le taux de chômage de l'UE à 25 est de 9,1 % de la population active. Le droit à une retraite décente, les allocations chômage des travailleurs du secteur privé, l'accès à la santé et à l'éducation, les services publics, toutes les conquêtes du mouvement ouvrier européen sont amputées, comme incompatibles avec un mode de production dépassé basé sur le profit, qui pourrait toute la vie économique et sociale.

Voilà pourquoi il ne peut y avoir une autre Europe unifiée qu'une Europe socialiste. Transformer l'UE en « Europe sociale » est un mythe réformiste.

Loin d'être victime de la « construction européenne », comme pleurnichent les réactionnaires, l'État national se renforce comme appareil de répression. Toutes les bourgeoisies européennes consolident activement leur propre État, en particulier les corps de mercenaires qui maintiennent l'ordre capitaliste : polices de toutes sortes, services secrets, armée. Parallèlement, tous les gouvernements européens s'en prennent aux libertés démocratiques.

Le capitalisme ascendant du 19<sup>e</sup> siècle justifiait le colonialisme par le racisme. Au début du 21<sup>e</sup> siècle, tous les démagogues réactionnaires attribuent les maux engendrés par le capitalisme (chômage, pauvreté, délinquance...) à la concurrence étrangère (toujours « déloyale »), aux « délocalisations », aux « technocrates de Bruxelles », etc. Les fascistes et, à l'occasion, des politiciens bourgeois respectables, accusent des boucs émissaires, comme toujours les Juifs mais surtout les immigrés (pakistanaï, arabes, turcs, etc.) et leurs descendants. Il ne s'agit pas seulement d'illuminés, car le capitalisme décadent secrète en permanence la xénophobie par la « politique de l'immigration », par la « lutte contre le terrorisme », par la division nationale et raciale de la classe ouvrière, par la ségrégation sociale dans des ghettos urbains...

Tous les gouvernements d'Europe restreignent le droit d'asile. Ils repoussent les Arabes et les Kabyles menacés par les fanatiques islamistes et les dictatures en place, ils s'en prennent aux militants kurdes ou aux immigrés turcs pourchassés dans tous les pays de l'UE, aux militants basques poursuivis en France et torturés par l'État espagnol, aux militants italiens cherchant refuge en France et renvoyés au mafioso Berlusconi...

Tous les États restreignent la liberté de mouvement et les droits des travailleurs migrants, les brutalisent et en parquent certains dans des centres de rétention ignobles, pour surexploiter les autres et diviser la classe ouvrière.

## **LE CAPITALISME S'EST RÉVÉLÉ INCAPABLE DE DÉPASSER LES FRONTIÈRES NATIONALES EN EUROPE**

Les deux grandes guerres impérialistes furent avant tout l'expression de la révolte des forces productives contre les limites des frontières nationales, particulièrement archaïques en Europe. A deux reprises, l'impérialisme allemand a cherché à unifier militairement l'Europe sous son hégémonie. A la seconde, ce fut sous la conduite de l'incarnation abjecte de la contre-révolution bourgeoise et de la réaction capitaliste, Hitler et le nazisme. Par deux fois au 20<sup>e</sup> siècle, les classes dominantes européennes, avec le renfort de la bourgeoisie américaine, se sont prises à la gorge pour repartager le monde, sacrifiant des millions de jeunes travailleurs des villes et des campagnes, ravageant le continent, massacrant les civils, entraînant dans le conflit la chair à canon de leurs colonies.

Face à l'horreur sans fin de la boucherie impérialiste, le prolétariat s'est révolté et a ainsi ouvert une autre voie à l'humanité. Il a débuté la révolution socialiste mondiale en prenant le pouvoir en octobre 1917 en Russie, en renversant la monarchie en Allemagne. Ainsi, la classe ouvrière a mis fin à la guerre entre les bourgeoisies dont elle était victime.

Lors de la Deuxième guerre mondiale, la défaite du nazisme a commencé grâce aux travailleurs russes, à Stalingrad en février 1943. La même année, le prolétariat italien se soulevait contre Mussolini. Cependant, la vague révolutionnaire qu'a engendrée la Deuxième guerre mondiale fut contenue par l'alliance contre-révolutionnaire entre la bourgeoisie impérialiste des États-Unis, celle de Grande-Bretagne et la bureaucratie de l'URSS (accords de Téhéran, de Yalta et de Postdam), toutes trois effrayées par la potentielle révolution prolétarienne en Europe occidentale et centrale, qui se serait inévitablement étendue à l'URSS. Staline a dissout la 3<sup>e</sup> Internationale en 1943, en gage de collaboration de classes. Plus que le nazisme, la coalition « démocratique » de la Maison Blanche et du Kremlin craignait la révolution. Leurs forces armées ont donc laissé les nazis massacrer les insurgés de Varsovie et elles ont frappé délibérément la population civile allemande, pour la terroriser et anéantir toute velléité de révolte.

Leurs agents politiques au sein de la classe ouvrière, les partis « socialistes », les partis « communistes » et les appareils syndicaux réformistes se sont tous opposés à la lutte de la classe ouvrière dès 1943, date du soulèvement italien. Ils sont parvenus à contenir la révolution, en désarmant les travailleurs en France, en Italie, en Grèce..., en participant

directement à la reconstruction des États bourgeois ébranlés par les défaites militaires et les soulèvements armés, en dénonçant, en combattant les grèves, en calomniant les révolutionnaires.

L'impérialisme vainqueur a reconstitué en Europe des États nationaux, en remettant en selle les bourgeoisies exsangues et discréditées, quitte à modifier le tracé de quelques frontières. Avec la complicité de Staline, les présidents démocrates Roosevelt et Truman ont divisé plus que jamais l'Europe et en particulier son principal prolétariat, le prolétariat allemand. En outre, l'alliance contre-révolutionnaire nouée à Yalta prévoyait le maintien des peuples coloniaux sous la botte de leurs maîtres européens.

### **LES CONQUÊTES DÉMOCRATIQUES ET SOCIALES SONT LE RÉSULTAT DE LA LUTTE DE CLASSE PROLÉTARIENNE**

Menacées de tout perdre, les bourgeoisies européennes ont dû faire de larges concessions à leurs prolétariats respectifs : rétablissement des libertés démocratiques et du droit de grève, extension de la sécurité sociale et nationalisations... En Albanie et en Yougoslavie, des armées de partisans contrôlées par les partis staliniens prirent le pouvoir, malgré les consignes de Staline.

Les bourgeoisies nord-américaine, britannique et australienne avaient envoyé les jeunes travailleurs sur tous les fronts et sur tous les océans au nom de l'antifascisme. Mais, une fois ses rivales japonaise et allemande vaincues, la bourgeoisie américaine s'est retournée contre l'URSS et elle s'est appuyée plus que jamais sur les régimes fascistes du Portugal et d'Espagne. La bourgeoisie américaine, hégémonique, est venue en aide aux bourgeoisies européennes fragilisées, au moyen du plan Marshall en 1947. Elle a engagé dès la défaite de l'Allemagne une offensive contre l'URSS, visant à la restauration du capitalisme. Cette « Guerre froide » a reçu le soutien de la social-démocratie et de la plupart des directions syndicales.

Pour sa propre sauvegarde comme caste privilégiée, défendant du même coup l'URSS à sa manière contre l'agression impérialiste américaine, la bureaucratie du Kremlin a exproprié, à partir de 1948, les capitalistes en Europe centrale. Elle y a alors établi des États ouvriers bureaucratiques dès la naissance, calqués sur celui de l'URSS, dans lesquels les travailleurs n'exerçaient pas réellement le pouvoir et ne jouissaient même pas des droits démocratiques élémentaires et du droit de grève, mais où ils obtinrent le plein emploi, la santé et l'éducation gratuites...

Partout dans le monde, l'impérialisme américain a soutenu ou mis en place des dictatures contre toute menace révolutionnaire. En Europe, il a participé directement à la mise en place d'un régime autoritaire en Grèce en 1967. Mais les régimes bourgeois dictatoriaux de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal ne résistèrent pas à la vague révolutionnaire qui

a ébranlé à partir de 1968 l'ordre de Yalta, tant à l'Ouest qu'à l'Est de l'Europe.

Dans les années 1960, l'État portugais entre en crise face à la résistance opiniâtre des peuples de ses colonies d'Afrique (Guinée-Bissau, Mozambique, Angola). En 1974, la révolution portugaise permet de renverser la dictature de Caetano, l'héritier de Salazar. A la suite de la fraternisation des soldats et des travailleurs le 1<sup>er</sup> mai, la police secrète est démantelée, les entreprises sont occupées et toutes les libertés démocratiques sont conquises. Seules la collaboration de classe et la division forcenée des rangs ouvriers du PSP et du PCP, avec l'appui des centristes de toutes les obédiences, permettent à l'État bourgeois de tenir et de sauver le capitalisme portugais fragilisé. La voie est ouverte au ralliement à la Communauté économique européenne en 1986, en même temps que son voisin espagnol.

Dans l'État espagnol, des contradictions encore plus grandes minent le régime franquiste. La classe ouvrière a reconstitué ses forces, la jeunesse est en ébullition, les peuples opprimés se rebiffent. Pour éviter tout risque de révolution, le roi désigné par Franco comme son héritier, Juan Carlos de Bourbon, introduit des réformes préventives à partir de 1976. Tant le PSOE que le PCE soutiennent le roi et sa « transition ». Ils apportent leur soutien à la Constitution du 6 décembre 1978, qui rétablit un certain nombre de libertés démocratiques, tout en maintenant des privilèges de l'Église catholique, en niant le droit de se séparer des minorités nationales basque, catalane et galicienne, en instaurant une monarchie aux forts traits bonapartistes.

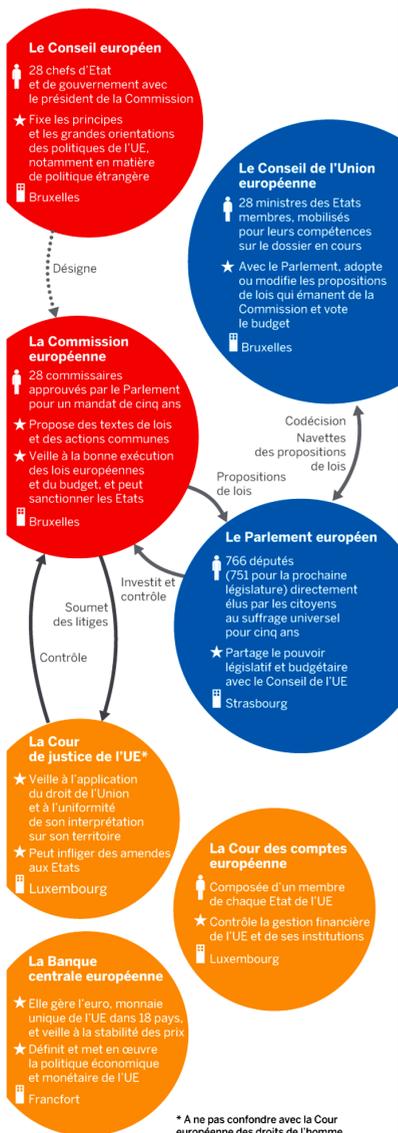
Alors que les dirigeants réformistes, Hollande, Buffet, Zapatero, Schröder et compagnie, affirment frauduleusement que les conquêtes ouvrières sont les enfants de « la république » ou de « la démocratie parlementaire », la vérité est toute autre : à l'est comme à l'ouest du continent, les grands acquis du prolétariat européen au 20<sup>e</sup> siècle furent le sous-produit des vagues révolutionnaires mondiales engagées en 1917, en 1943 et en 1968.

## **L'UNION EUROPÉENNE REPOSE SUR UN COMPROMIS FRAGILE ENTRE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE ET LA BOURGEOISIE ALLEMANDE**

L'UE constitue un fondement pour l'extension des grands groupes capitalistes de cette région, pour conserver leur part dans l'économie mondiale ou pour en conquérir de nouvelles dans les économies anciennement collectivisées d'Europe Centrale, de Chine, du Vietnam et de Cuba, dans les pays semi-coloniaux traditionnels et au sein des pays impérialistes eux-mêmes. Les gouvernements bourgeois masquent cet état de fait par des discours sur l'« unité du continent » et sur la « paix ».

**Le fonctionnement des principales institutions de l'Union européenne**

- Organe exécutif    ■ Organe législatif
- Organes juridictionnel, de contrôle financier ou monétaire
- Composition    Mission principale    Siège



\* A ne pas confondre avec la Cour européenne des droits de l'homme

Le Conseil européen, c'est-à-dire les gouvernements des 25 États membres, a adopté le 18 juin 2004 un projet de traité constitutionnel qui se situe clairement dans le cadre du capitalisme : *L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur... une économie sociale de marché hautement compétitive...* (article I-3 du projet). Le mot « social », n'a qu'une fonction décorative. Quant à l'expression « économie de marché », elle désigne, en termes hypocrites, le capitalisme. Le mode de production capitaliste, né en Europe, n'est pas seulement un marché des produits, mais l'exploitation des travailleurs salariés. Dans le capitalisme, la force de travail des prolétaires est elle-même une marchandise à la disposition de la minorité de la société qui détient les moyens de production. Le produit social échappe au contrôle de ses producteurs, au profit des capitalistes qui peuvent ainsi accaparer le surproduit sous forme de profits.

La concentration du capital qui a pu se poursuivre à l'échelle mondiale, au prix de crises économiques et de guerres, prend la forme de grands groupes capitalistes transnationaux. Pour autant, elle ne conduit pas à la disparition des États nationaux et des frontières. Au contraire, elle inclut l'accroissement de la concurrence entre les entreprises et entre les espaces nationaux dans lesquels elles se meuvent et sur lesquels elles s'appuient. En effet, d'une part, l'écrasant majorité des « multinationales » a une base nationale clairement identifiable ; d'autre part, les États les plus puissants, non seulement garantissent le maintien des conditions de l'extorsion de la plus-value face à la résistance des salariés, au compte de tout le capital contre le travail,

mais encore défendent les intérêts de leur fraction nationale du capital face à ses concurrentes.

L'Union européenne est elle-même l'œuvre d'États, et singulièrement des vieilles puissances impérialistes du continent. Ce que les politiciens, les universitaires et les journalistes bourgeois appellent la « construction européenne » a reposé depuis le début sur des négociations en coulisse des pouvoirs exécutifs de la France et de l'Allemagne, même si ces derniers ont aussi composé avec la Grande-Bretagne, l'Italie, l'État espagnol et les Pays-Bas...

Dès les années 1950, pour surmonter l'étroitesse de leurs territoires, pour éviter l'étranglement de leurs économies nationales, aggravée par la perte des marchés d'Europe de l'est et des empires coloniaux, des accords furent conclus entre quelques États capitalistes, créant ainsi une première zone de libre échange : d'abord les trois petits pays du « Benelux » en 1948, puis les six pays de la « Communauté économique européenne » en 1957 (Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg). Telle est l'origine de cette prétendue « Europe », renommée Union européenne en 1992 : un compromis entre bourgeoisies nationales, afin de libérer l'accumulation du capital de l'obstacle de leurs propres frontières... L'accord régional s'est étendu, en 1973, au Royaume-Uni, à l'Irlande, au Danemark ; en 1981, à la Grèce ; en 1986, à l'Espagne et au Portugal ; en 1995, à la Suède, à la Finlande et à l'Autriche ; en 2004, à la Pologne, à la Hongrie, à la République tchèque, à la Slovaquie, à la Lituanie, à la Lettonie, à l'Estonie, à Malte et à Chypre. La Turquie, la Bulgarie et la Roumanie ont demandé à le rejoindre.

L'Allemagne et la France ont contrôlé toutes les étapes, depuis la création de la CECA en 1951 jusqu'à la proclamation de l'UE en 1992. Aucune décision significative (comme l'adoption de l'euro en 1999 ou l'élargissement à dix nouveaux pays en 2004) n'est prise par l'UE sans l'accord des pouvoirs exécutifs des États allemand et français. En outre, l'Allemagne et la France peuvent briser les règles si leurs intérêts le leur dictent, comme ce fut le cas en 2003 et 2004, avec des déficits budgétaires dépassant largement les critères des traités de Maastricht de 1992 et d'Amsterdam de 1997. Ainsi, à travers leurs Premiers ministres et les autres membres de leurs gouvernements, l'Union européenne est sous le contrôle des grandes entreprises capitalistes de ces pays. La Commission européenne de Bruxelles, loin de détenir le pouvoir, est chargée de la mise en œuvre de ces politiques.

Le traité constitutionnel ne remettrait nullement en cause ces fondements de l'UE.

## QUELLE ATTITUDE DOIT PRENDRE LE PROLÉTARIAT DES PAYS MEMBRES DE L'UE FACE AU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL ?

Dans un certain nombre de pays, les gouvernements envisagent de soumettre au référendum l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et le projet de traité constitutionnel de l'UE.

Ce projet de traité constitutionnel, rédigé par Giscard d'Estaing, ancien Président de la 5<sup>e</sup> République française, garantit la mainmise des grandes puissances sur l'Union européenne et leur domination sur les autres membres. D'une part, les gouvernements prendront toujours les décisions essentielles, même si le parlement européen aura aussi son mot à dire dans quelques domaines (budget, marché intérieur, immigration...). D'autre part, les décisions se prendront soit à l'unanimité (fiscalité, politique sociale...), soit à la « majorité qualifiée », qui exige l'accord d'au moins 15 États représentant 65 % de la population (articles I-23, I-25...). Ainsi, la France et l'Allemagne peuvent paralyser toute mesure qui les gênerait.

Par conséquent, le projet entérine la domination économique de tout le continent par les États impérialistes, mais aussi la survivance de monarchies et l'existence de religions d'État (chrétiennes), le maintien des peuples opprimés d'Europe dans les États capitalistes existants. Le projet de traité constitutionnel européen se réfère même à la religion comme valeur fondatrice (préambule) ; il oblige l'Union européenne à consulter les Églises (art. I-52). Sous prétexte de « lutte contre le terrorisme », le traité constitutionnel européen de Giscard prévoit la collaboration des États, des polices et des services secrets contre les pays dominés et les organisations radicales, nationalistes ou révolutionnaires (articles I-42, III-271, III-276, III-309).

Aucune travailleuse consciente, aucun travailleur conscient ne peut soutenir un tel traité. Pour autant, ils ne peuvent s'associer à ceux qui y opposent le chauvinisme, le bloc avec « leur » bourgeoisie et la division de la classe ouvrière.

Parce que le réformisme a pour horizon le capitalisme, les dirigeants des organisations ouvrières de masse et leurs alliés centristes tentent d'enfermer les travailleurs dans un dilemme dont les deux choix sont capitalistes. Tous prêtent aux capitalismes d'Europe la capacité d'unifier le continent. La plupart s'en réjouissent, pensant comme les fractions décisives de leur classe dominante que c'est le seul cadre possible pour résister à la concurrence américaine ; d'autres le regrettent, avec une fraction minoritaire de leur classe dominante, et entendent défendre les prérogatives de « leur » nation contre les « diktats de Bruxelles ».

Suivant les États, la ratification du traité constitutionnel adopté par les exécutifs passera par le parlement ou par consultation électorale. En cas de référendum, les travailleurs n'ont pas à se prononcer, ni pour ce traité, ni pour le maintien du Traité de Nice de 2001.

L'unification pacifique du continent serait un progrès historique. Mais la bourgeoisie à l'époque impérialiste est bien incapable d'y parvenir. L'économie étouffe dans le carcan de la propriété privée et des frontières héritées de la période historique antérieure. Les bourgeoisies de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, de l'Allemagne..., ne peuvent se départir de leur État national, indispensable contre leur prolétariat et aussi contre les bourgeoisies concurrentes.

L'unification de l'Europe est la tâche historique de la seule classe progressiste de notre époque, le prolétariat. La contradiction grandissante entre le développement des forces productives, leur tendance à l'internationalisation et à la socialisation, et les rapports de production capitalistes ne sera dépassée que par une révolution sociale, accomplie par la classe qui est à la fois le produit du capitalisme, sa condition d'existence et sa négation potentielle, la classe ouvrière. En permanence, elle est confrontée aux capitalistes qui l'exploitent et elle a la capacité de renverser la classe des exploités par son nombre, sa concentration et sa place décisive dans la production, les travailleurs indépendants jouant un rôle toujours moindre dans la production des marchandises.

Pour mener à bien cette tâche historique, le prolétariat doit commencer par affirmer son indépendance de la bourgeoisie et de toutes ses fractions politiques.

Il est possible que les travailleurs d'un pays donné voient dans le référendum l'occasion de se prononcer contre le gouvernement bourgeois en place, quelle que soit sa composition : parti réformiste, coalition entre parti réformiste et parti bourgeois, partis bourgeois seuls au pouvoir. Mais ces référendums serviront à la division des rangs ouvriers. Ce n'est pas par le « non » que les travailleurs manifesteront leur force. Surtout, les campagnes pour le « non » seront l'occasion d'un déferlement de chauvinisme et de xénophobie, spécialement contre les Turcs. Là où il y aura consultation électorale sur le projet de traité constitutionnel, les travailleurs conscients ne peuvent que la boycotter : ni Traité de Nice, ni traité constitutionnel Giscard ! Ni repli national, ni parodie d'unité européenne !

### **QUELLE ATTITUDE DOIT PRENDRE LE PROLÉTARIAT D'EUROPE FACE À L'ADHÉSION DE LA TURQUIE ?**

Comme l'État russe actuel, l'État turc comprend une petite partie de son territoire dans ce qu'il est de tradition d'appeler « Europe » et une plus grande partie en « Asie ». Depuis 1963, la Turquie était associée à la CEE. Depuis 1995, cet accord est une union douanière. Les gouvernements turcs successifs demandent depuis 1987 à rejoindre l'Union européenne.

Certains partis bourgeois, s'opposent à l'entrée de la Turquie parce qu'ils misent en permanence sur la xénophobie : ils agitent donc le spectre d'une immigration massive. D'autres sont réticents parce qu'ils redoutent le coût



de l'adhésion si la « politique agricole commune » de l'UE était appliquée à la Turquie. En outre, beaucoup de partis bourgeois redoutent le risque d'incohérence pour l'idéologie dominante car la population de la Turquie est majoritairement musulmane alors que l'UE a été fondée par des cléricaux chrétiens et que la lutte contre le « terrorisme islamiste » est largement utilisé pour justifier les atteintes aux libertés démocratiques...

D'un autre côté, la possibilité d'agrandir le marché européen avec un grand pays et d'arracher la Turquie à l'orbite des États-Unis tente de nombreux secteurs de la bourgeoisie européenne.

Pour l'instant, le Conseil européen (l'exécutif de l'UE constitué des premiers ministres des États membres) diffère toujours l'adhésion de l'État turc. Ainsi, le Conseil des 16 et 17 décembre 2004, consacré à cette question, a décidé d'ouvrir... de nouvelles négociations.

Le prolétariat et les communistes-révolutionnaires de l'État turcs ont à combattre l'appartenance à l'OTAN, l'alliance avec Israël et les bases américaines, comme toute soumission du pays à l'impérialisme allemand et à l'impérialisme français par la bourgeoisie turque. Ils devront réfuter toute illusion des travailleurs turcs et kurdes envers l'UE, mais aussi refuser au sein des masses tout repli vers le nationalisme bourgeois kémaliste ou islamiste.

Le peuple kurde doit pouvoir décider librement de son maintien dans l'État turc ou de sa séparation des États bourgeois existants du Proche-Orient. Suivant la marche de l'histoire, le prolétariat de la Turquie décidera librement de contribuer aux États-Unis socialistes d'Europe ou aux États-Unis socialistes du Proche-Orient.

De son côté, l'avant-garde des travailleurs des pays déjà membres de l'UE ne peut approuver les motifs bourgeois d'exclusion ou d'acceptation de la Turquie. Contre tout chauvinisme et contre toute emprise impérialiste sur la Turquie, pour unir les travailleurs de tout le continent et pour unir le prolétariat de chaque pays d'Europe qui comporte une fraction de nationalité turque ou d'origine turque ou kurde, les travailleurs des pays membres de l'UE doivent se prononcer pour la libre circulation et le libre établissement, sans condition, de tous les travailleurs de l'État turc dans toute l'Europe et pour l'extension de tous les acquis du mouvement ouvrier d'Europe de l'Ouest et du Nord à leurs sœurs et frères en Turquie.

Toute tentative des bourgeoisies pour que les travailleurs se prononcent sur l'adhésion de la Turquie à l'UE est un piège. Ni les travailleurs de Turquie, ni les travailleurs de l'UE ne peuvent remporter une victoire politique dans un dilemme bourgeois, qui les placerait automatiquement du côté d'une des deux tendances de l'ennemi de classe : les

annexionnistes ou les chauvins. Par conséquent, en cas de référendum sur cette question le mot d'ordre du prolétariat doit être le boycott.

## **CONTRE TOUS LES GOUVERNEMENTS BOURGEOIS D'EUROPE, CONTRE L'UNION EUROPÉENNE, CONTRE L'OTAN, CONTRE LE CHAUVINISME**

La perspective qu'offre le capitalisme aux peuples européens est le déclin, la régression sociale et le chômage de masse, la compétition accrue entre pouvoirs impérialistes, la crise économique mondiale et la guerre.

Cependant, la classe ouvrière, première cible de la dégradation constante des conditions d'existence de la vaste majorité de la population, détient également la capacité d'y mettre fin et d'unifier l'Europe. Le prolétariat doit pour cela prendre la direction de tous les opprimés et de tous les exploités.

À la coalition ouverte ou masquée avec la bourgeoisie pratiquée par la social-démocratie traditionnelle et le stalinisme en reconversion depuis la disparition de l'URSS, les bolcheviks opposent le front unique de tous les travailleurs contre la bourgeoisie, la coalition revendicative et politique de toutes les organisations ouvrières contre les gouvernements bourgeois, leurs États et leur Union européenne, pour leur renversement définitif.

Nous exigeons de toutes les organisations reposant sur les travailleurs qu'elles rompent politiquement avec la bourgeoisie et qu'elles défendent un programme ouvrier. Les bolcheviks les soutiendraient, s'ils s'engageaient dans cette voie :

- Non au chômage ! Interdiction des licenciements sans reclassement équivalent ! Défense et rétablissement de toutes les conquêtes prolétariennes ! Éducation et soins publics et gratuits et de qualité, logement pour tous !
- Non à la flexibilité, aux lois contre les grèves et contre les syndicats ! 35 heures par semaine sans flexibilité ! Réduction du chômage par la répartition du travail entre toutes les mains disponibles ! Augmentation générale des salaires, pensions et allocations ! Rattrapage et indexation des salaires sur la hausse des prix !
- Abolition de la TVA et de tout impôt sur la consommation populaire ! Fin des subventions aux entreprises ! Contrôle ouvrier sur l'industrie et les services ! Expropriation des banques et des grands groupes capitalistes ! Plan de production et de répartition sous le contrôle des masses !
- Pour des syndicats unifiés rassemblant dans chaque branche tous les travailleurs, quels que soient les qualification et les métiers ! Démocratie complète dans les syndicats ! Non à la cogestion ! Aucune discussion des plans gouvernementaux ou patronaux contre les

travailleurs ! Assemblées générales et comités élus pour diriger les luttes !

- Égalité réelle entre hommes et femmes ! Avortement et contraception libres et gratuits ! Droit égaux pour tous, quelle que soit l'orientation sexuelle !
- Laïcité dans toute l'Europe ! Séparation de l'Église et de l'État ! Interdiction de tout financement par l'État et par les collectivités territoriales de toute religion, de tout clergé et de toute école privée ! Suppression de toute mention de religion sur les papiers d'identité et dans les fichiers de l'État ! Émancipation de la jeunesse de tout contrôle clérical !
- Indépendance pour les dernières colonies européennes ! Autodétermination pour les Kosovars, les Basques, les Irlandais, les Kurdes, etc. !
- Abolition des accords de Schengen ! Ouverture des frontières pour tous les travailleurs ! Acquisition de tous les droits et de la citoyenneté pour les travailleurs immigrés !
- Libération de tous les militants révolutionnaires, de tous les syndicalistes et de tous les activistes des nations opprimées emprisonnés ! Autodéfense ouvrière des grèves, des manifestations et des organisations prolétariennes ! Dissolution des armées professionnelles et des forces de répression policières !
- Abolition de toutes les monarchies ! Pour la suppression de toutes les « chambres hautes » (sénat français, chambre des lords, etc.), pour la révocabilité des élus politiques et pour leur rémunération limitée au salaire de technicienne ou de technicien !
- Aucune menace militaire contre la Chine, la Corée du nord, l'Iran et la Syrie ! Fermeture de toutes les bases militaires américaines en Europe ! Désaffiliation et liquidation de l'OTAN ! Désarmement de la « Force Européenne Rapide » !
- Pour l'annulation de toutes les dettes des pays pauvres ! Pour la défense des économies collectivisées de Cuba, de la Corée du Nord et du Vietnam ! Troupes impérialistes hors de Côte d'Ivoire, d'Haïti, de Bosnie, du Kosovo, d'Afghanistan, d'Irak, immédiatement ! Front unique ouvrier pour le blocage du transport et des transmissions militaires ! Victoire pour l'Irak ! Défaite de l'impérialisme !
- Contre l'Union européenne, contre tous les traités ou accords de la CEE et de l'UE, du Traité de Rome de 1957 jusqu'au projet de traité constitutionnel, qui s'inscrivent totalement dans le capitalisme et qui entérinent la domination du continent par la France et l'Allemagne ! Pour des gouvernements ouvriers dans chaque pays d'Europe ! Pour les États-Unis socialistes d'Europe !

Toute revendication sérieuse des masses se heurte à la propriété privée des moyens de production. Voilà pourquoi les travailleurs doivent s'unir pour renverser l'État bourgeois qui garantit la mainmise d'une petite minorité sur toute la société et lui permet de vivre du travail d'autrui. Seul un gouvernement ouvrier saura garantir l'avenir. Il aura pour tâche d'exproprier les exploiters, de mettre les grandes entreprises sous le contrôle des producteurs associés et de commencer à réorganiser la société sur une base rationnelle, donc internationale puis mondiale.

Toutes les conquêtes sociales antérieures de la classe ouvrière d'Europe de l'Est ont été liquidées parce que la bureaucratie usurpatrice n'a pas été chassée et a finalement restauré le capitalisme. Toutes les conquêtes politiques et sociales de la classe ouvrière d'Europe de l'Ouest sont rognées et menacées, parce que la bourgeoisie a gardé le pouvoir grâce à la complicité des partis réformistes et des appareils syndicaux. Le prolétariat ne doit pas laisser passer les prochaines occasions révolutionnaires, sous peine de revivre toutes les facettes de la barbarie capitaliste : la crise économique, le fascisme et la guerre.

### **LES APPAREILS SYNDICAUX ET POLITIQUES RÉFORMISTES DIVISENT LES RANGS OUVRIERS ET COLLABORENT AVEC LA BOURGEOISIE**

Au cours de la précédente vague révolutionnaire mondiale, le prolétariat européen a démontré encore une fois sa capacité à combattre : Belgique en 1961, France et Tchécoslovaquie en 1968, Italie en 1969, Pologne et Grande-Bretagne en 1970, Turquie en 1971, Irlande et Portugal en 1974, État espagnol en 1976, Pologne en 1980... Récemment, face à la contre-offensive de la bourgeoisie mondiale, en résistance aux offensives locales contre leurs droits politiques et sociaux, contre les guerres impérialistes, des mouvements de grève et des démonstrations de masse ont eu lieu en Grande-Bretagne, dans l'État espagnol, en Italie, en Grèce, en Allemagne, en Autriche...

Cependant la protestation spontanée des travailleurs et de la jeunesse n'est pas suffisante. Elle se heurte aux bureaucraties syndicales et aux partis traditionnels de la classe ouvrière, qui bloquent et détournent leurs luttes, parce qu'ils sont les larbins des États bourgeois qui achètent leurs services. Les nationalistes petits-bourgeois (le SSP, Batasuna, le Sinn Fein...), les courants islamistes et les organisations de jeunesse chrétienne, les mouvements « altermondialistes » comme ATTAC et les partis « écologistes »... contribuent également à la confusion du prolétariat et la jeunesse. Nombre de ces charlatans nourrissent les masses du mythe d'une « autre Europe », qui serait moins « libérale » (mais tout autant capitaliste) ou ils divisent les masses en fonction du sexe, de la nationalité, de la race ou de la religion...

A travers toute l'Europe, les partis ouvriers-bourgeois et les bureaucraties syndicales défendent la collaboration de classe qu'ils pratiquent

quotidiennement : ils vivent des miettes que la bourgeoisie leur accorde pour défendre ses intérêts fondamentaux, antagoniques à ceux du prolétariat. La plupart des partis sociaux-démocrates et des partis d'origine stalinienne des pays européens ne revendiquent même plus le socialisme depuis la restauration du capitalisme en Russie, à laquelle ils ont contribué. Ils tentent de faire croire à une « Europe sociale », comme si l'Union européenne capitaliste pouvait satisfaire les besoins sociaux des masses.

En pratique, les partis réformistes acceptent de discuter et de mettre en œuvre les plans anti-ouvriers, ils empêchent les grèves générales et l'autodéfense des travailleurs, ils prêchent la confiance dans la police et l'armée et renforcent les corps de répression, ils pactisent avec les partis bourgeois ou soutiennent les représentants de la bourgeoisie, ils acceptent la botte d'Israël sur la Palestine, ils sont les complices de l'oppression des peuples en Europe, ils soutiennent l'ONU et l'intervention de ses troupes. Quand ils sont au pouvoir, ils conçoivent eux-mêmes les privatisations et les plans anti-ouvriers, ils déportent ou emprisonnent les travailleurs immigrés.

Leurs alliés d'« extrême gauche » se bornent comme eux à revendiquer une « autre Europe »... sans dire laquelle. Les plus audacieux des centristes bavardent sur une « Europe des travailleurs », sans socialisme, sans révolution et surtout sans dictature du prolétariat, donc illusoire. Par exemple, en France, LO et la LCR prétendent transformer l'Union européenne, cette coalition d'États bourgeois, en une « Europe des travailleurs », tandis que le PT attribue la détérioration de la vie des masses à l'Union européenne, comme les partis bourgeois les plus réactionnaires. Les liquidateurs de la 4<sup>e</sup> Internationale constituent de fait l'aile gauche du réformisme, car ils se sont installés progressivement dans le capitalisme et se sont accommodés de leur État bourgeois.

Depuis longtemps, certains préconisaient la voie parlementaire, comme ex-Militant (ayant engendré deux courants séparés : le CIO et celui appelé Socialist Appeal ou El Militante) ; aujourd'hui, tous renient de plus en plus ouvertement la révolution. En France, les centristes appellent à voter Chirac (LCR), défendent la « République » bourgeoise (PT), soutiennent les manifestations de policiers (LO) ou la loi Chirac contre le port du foulard par les jeunes arabes et turques (LCR, LO, PT). En Grande-Bretagne, ils abandonnent la lutte pour une Palestine laïque et démocratique, pour le droit à l'avortement et pour la suppression du contrôle de l'immigration (SWP). A travers toute l'Europe, les pseudo-trotskyistes et les reliquats du maoïsme s'intègrent de plus en plus aux appareils syndicaux corrompus ou en constituent à leur propre compte (SUD en France). Les « trotskystes » domestiqués et les petits-bourgeois anarchistes apportent pour la plupart un soutien enthousiaste au « Forum social mondial » dirigé par les églises chrétiennes et leurs amis staliniens

recyclés, les ONG financées par les États bourgeois et les partis politiques écologistes.

Les libertaires et les centristes se dressent contre la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Les anarchistes laissent ainsi le prolétariat aux mains des agents de la bourgeoisie. Quant à ceux qui se sont parfois réclamés du marxisme, leur perspective politique commune est le parti « large », non délimité clairement, qui prétend améliorer la situation des travailleurs au sein du capitalisme. Ils mettent en place des petites formations qui prétendent occuper la place des partis ouvriers bourgeois de l'après-guerre ou se comportent comme les béquilles des partis « socialistes » ou « communistes » de plus en plus discrédités par leur gestion loyale du capitalisme dans les collectivités territoriales, dans les gouvernements nationaux et dans l'Union européenne.

En France, l'ex-PCI a disparu dans un parti réformiste et chauvin qu'il a lui-même constitué, le « Parti des travailleurs ». En Grande-Bretagne, la majorité du courant Militant, exclue du Parti travailliste, a mis sur pied un « Socialist Party » sur le programme réformiste traditionnel du travaillisme de gauche. Toujours en Angleterre, le SWP et l'ISG lancent actuellement un parti appelé « Respect » avec des islamistes et George Galloway, un dissident travailliste anti-avortement et partisan du contrôle de l'immigration, après avoir échoué dans leur précédent projet néo-réformiste (Socialist Alliance). Ailleurs, les pseudo-trotskyistes renforcent depuis plus d'une décennie les formations réformistes d'origine stalinienne (PRC en Italie, IU dans l'État espagnol, PDS en Allemagne, PCF en France...). D'autres, ou les mêmes, se sont ralliés directement à la social-démocratie (à la mairie de Londres, dans la direction du PS et dans le parlement français...). Parfois, les anarchistes, les maoïstes et les trotskyistes défroqués ont même rejoint des partis politiques sans aucun rapport avec la classe ouvrière : écologistes allemands, nationalistes catalans, nationalistes écossais...

Tous ces courants n'ont plus rien à voir avec la révolution.

## **L'ENNEMI EST DANS NOTRE PROPRE PAYS : POUR L'UNITÉ DU PROLÉTARIAT DE TOUTE L'EUROPE ET DU MONDE ENTIER, POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE**

Pour se défendre et préparer son avenir, le prolétariat a besoin d'une nouvelle direction, un parti de type bolchevik, internationaliste et révolutionnaire, qui agisse par tous les moyens prolétariens pour le retrait des armées des impérialismes européens d'Irak, d'Afghanistan, de Serbie, de Bosnie, de Côte d'Ivoire, d'Haïti, pour la défaite de l'impérialisme. Il doit également être au côté des autres prolétariats du monde et au côté des pays dominés contre les impérialismes européens, japonais et américain.

En particulier, il doit protéger les peuples agressés comme les Irakiens, les Palestiniens, les Tchétchènes ou les Kurdes.

La tâche des internationalistes, la meilleure aide qu'ils peuvent apporter à la révolution mondiale, est d'œuvrer au renversement de sa propre bourgeoisie par chaque prolétariat. Cela passe, dans chaque pays, par la proposition du front unique de toutes les organisations ouvrières pour contrer les attaques de toutes sortes du capital et de l'État bourgeois.

L'avant-garde ouvrière européenne doit se rassembler dans une internationale marxiste et des partis ouvriers révolutionnaires dans chaque pays, que les noyaux léninistes-trotskyistes ont pour but d'édifier. Une internationale qui mènera jusqu'au bout la lutte de classes dans chaque pays contre sa propre bourgeoisie, qui aide à la construction de milices ouvrières, qui conduit au renversement de l'État bourgeois et fonde un gouvernement ouvrier expropriateur des groupes capitalistes, qui ouvre la voie aux États-Unis socialistes d'Europe. Cette fédération sera ouverte à toutes les républiques ouvrières qui souhaiteront la rejoindre, de la Turquie à la Norvège, de la Suisse à la Russie, car elle ne sera qu'une étape vers la fédération mondiale des soviets.

L'unification du continent ne peut se réaliser que par une révolution sociale. Une telle révolution ne peut être portée que par la classe qui n'a rien à y perdre, qui est exploitée, qui est internationaliste et non nationaliste. La victoire de la révolution en Europe constituera une inspiration pour la révolution en Amérique et dans le monde entier, afin de créer les conditions du dépérissement de l'État et de l'extinction des classes sociales.

L'Europe est le berceau du capitalisme. Par conséquent, le prolétariat moderne est apparu d'abord en Europe, qui a été aussi le théâtre des premières révolutions ouvrières et des premières prises de pouvoir par les travailleurs : à Paris en 1871, à Petrograd et Moscou en 1917. Si le capitalisme a finalement été rétabli en Russie, si les conquêtes sociales qui semblaient les mieux établies sont peu à peu anéanties, le prolétariat d'Europe n'a pas dit son dernier mot. Demain, il renouera avec la voie tracée par la Commune de Paris et surtout Octobre 1917 : il prendra le pouvoir.

Construisons l'Internationale dont les drapeaux rouges proclameront :  
Vive l'union des travailleurs des villes et des campagnes du monde entier !  
Pour le renversement de la bourgeoisie dans chaque pays !  
Pour la République universelle de conseils ouvriers !

9 avril 2005

Collectif révolution permanente (Espagne, France, Pérou)

# Pour l'annulation totale de la dette grecque, 2015

Face à l'étroitesse asphyxiante de leurs frontières nationales, les gouvernements de la bourgeoisie allemande, française, italienne... ont lancé en 1957 l'Union européenne (UE). Ils ne le firent pas à l'unanimité : par exemple, le parti gaulliste y était hostile en France. Pourtant, les succès initiaux de l'UE capitaliste ont conduit 22 pays à rejoindre les 6 initiateurs. L'intensité des échanges économiques au sein de l'UE et la dépendance des autres monnaies envers le mark allemand ont poussé la bourgeoisie française et sa comparse italienne à exiger de la bourgeoisie allemande une monnaie unique en 1992. Aujourd'hui, à travers la Banque centrale européenne (BCE), 19 États de l'UE (dont la Grèce) partagent l'euro et sa gestion.

Mais les classes dominantes restent incapables de se passer de leur État national, dont elles se servent contre leur classe ouvrière mais aussi contre leurs rivales y compris voisines ; l'idéologie dominante repose surtout sur le nationalisme traditionnel. Bref, les bourgeoisies se révèlent incapables d'unifier l'Europe.

« L'Europe » des capitalistes se montre donc incapable, non seulement d'accueillir les réfugiés d'Afrique et du Proche-Orient, mais de sauver le capitalisme européen le plus fragile, qui s'est effondré lors de la crise capitaliste mondiale de 2007-2009. Le gouvernement allemand a tardé à aider le gouvernement grec et ne l'a fait qu'à des conditions qui ont aggravé la dépression.



Mélenchon (PdG), Tsipras (Syriza) et Laurent (PCF) en 2014

En Grèce aussi, il y a des classes.

- Les prêts du Fonds monétaire international (FMI) et de l'UE ont surtout profité aux capitalistes grecs, en particulier aux banques (ainsi qu'aux groupes capitalistes de l'armement et de la finance d'Europe de l'ouest et des États-Unis).
- Depuis 2010, la troïka BCE-Commission européenne-FMI a principalement exigé des coups contre les salariés grecs.

Une partie des économistes et des médias va jusqu'à calomnier, de manière répugnante, le peuple grec comme paresseux et parasite. Merkel, Hollande, Juncker et Lagarde ont depuis plusieurs mois, multiplié leurs exigences envers le gouvernement grec : hausse de la TVA, baisse des retraites... Les représentants des impérialismes occidentaux jouent les apprentis sorciers, comme avec leurs manœuvres pour rattacher l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN, comme avec leurs interventions militaires en Irak, en Libye, en Syrie...

Les partis réformistes d'Europe se sont révélés incapables, non seulement de mettre en place chez eux des gouvernements ouvriers (seuls aptes à tendre la main aux travailleuses et travailleurs de Grèce), mais même d'exiger l'annulation des créances de leur propre bourgeoisie sur la Grèce. Pire, certains (PS, SPD, SPÖ...) font partie des gouvernements bourgeois qui étranglent la Grèce.

De son côté, la Grèce est restée capitaliste et donc incapable de se sortir de la nasse, de tracer une voie à toute l'Europe. La cause est politique : le mouvement ouvrier reste prisonnier des deux partis ouvriers bourgeois (Syriza et KKE) issus du stalinisme qui a trahi la révolution socialiste en 1944 et a toujours capitulé devant sa propre bourgeoisie.

Le KKE (Parti communiste de Grèce) divise de manière forcenée les rangs ouvriers, scissionne les syndicats et alimente un chauvinisme irresponsable pour faire croire aux travailleurs que la sortie de l'euro et de l'UE leur profitera, comme si le capitalisme grec replié sur ses frontières et ayant récupéré le drachme pouvait échapper aux crises économiques et à la domination étrangère.

La Syriza (Coalition de la gauche radicale) a gagné les élections législatives, mais s'est alliée aussitôt à l'ANEL (Grecs indépendants), un parti bourgeois xénophobe (anti-UE et anti-immigrés). La majorité parlementaire de Syriza et le Premier ministre Tsipras n'ont pas démantelé l'armée hypertrophiée qui achète à grande échelle aux groupes de l'armement américains, français et allemands. Ils n'ont pas osé annuler la dette publique. Ils n'ont même pas osé taxer les armateurs et l'Église orthodoxe, qui ne paient toujours pas d'impôt. Face aux représentants de l'impérialisme, le gouvernement Syriza-ANEL était prêt à augmenter la TVA, à baisser les retraites et à privatiser... mais pas assez aux yeux des bourgeoisies impérialistes rapaces.

Ni la Syriza, ni le KKE n'ont créé de conseils ouvriers, paysans et étudiants. Le social-patriotisme partagé par la Syriza et le KKE, leur confiance commune dans l'armée bourgeoise, l'impuissance du gouvernement de front populaire et le sectarisme du KKE font le jeu de l'état-major et du fascisme représenté principalement par XA (Aube dorée). Le référendum est une manœuvre désespérée du gouvernement Tsipras qui reste dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Le « non », que voteront probablement à juste titre la majorité des travailleurs, ne résoudra rien.

La classe ouvrière mondiale a besoin dans le monde entier d'une internationale qui lève le drapeau rouge des exploités et des opprimés, qui rompt avec la bourgeoisie et prépare la révolution sociale. La solidarité des travailleurs européens envers leurs sœurs et leurs frères de Grèce est d'exiger l'annulation de la créance de leur bourgeoisie sur la Grèce, de lutter chez eux pour un gouvernement des travailleurs du type Commune de Paris en 1871 et pouvoir des soviets en 1917, d'ouvrir la voie du socialisme qui n'est réalisable qu'à l'échelle et mondiale. Les travailleurs de Grèce ont besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste, fidèle à l'héritage de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine, Trotsky et Poulipoulos, qui se batte pour :

- Non au plan de la troïka ! Gouvernement Syriza-KKE sans ministre bourgeois !
- Séparation de l'Église et de l'État ! Annulation de la dette publique ! Expropriation des banques et des grandes entreprises, à commencer par les armateurs ! Suppression de la TVA sur les produits de consommation des travailleurs !
- Retrait de l'OTAN ! Dissolution de l'armée et de la police ! Armement du peuple contre la police et les fascistes ! Droits démocratiques pour les conscrits !
- Unité des travailleurs locaux et immigrés ! Une seule centrale syndicale, démocratique et de lutte de classe ! Comités rassemblant tous les travailleurs dans les entreprises, les administrations, les quartiers, les villages, les universités, pour le contrôle ouvrier et populaire !
- Gouvernement ouvrier et paysan basé sur les comités et l'armement populaire ! États-Unis socialistes d'Europe !

2 juillet 2015

CoReP (Autriche, France, Pérou) & MaS (Russie)

# Pour l'ouverture des frontières de l'Union européenne aux réfugiés, 2016

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, 132 000 personnes sont entrées en Europe (dont plus de 100 000 par la Grèce), soit trente fois plus que l'année précédente pendant la même période. Dans leur quasi-totalité, elles fuient les guerres, la misère ou les persécutions dont les puissances impérialistes, en particulier celles de l'Union européenne, sont les principales responsables. Depuis 2015, ce sont plus d'un 1,2 million de demandeurs d'asile qui ont été enregistrés par l'Union européenne. Depuis deux ans, 7 000 d'entre eux ont perdu la vie aux portes de l'Europe, dont plusieurs centaines se sont noyés.

Ils et elles sont traités de manière absolument inhumaine, comme récemment l'évacuation violente d'une partie de la « jungle » de Calais par des CRS. Les gouvernements bourgeois européens « démocratiques » de Merkel, Hollande, Cameron, Renzi... appliquent le programme des Pegida, du FN, du BNP, de l'UKIP, du FPO, des PS (Vrais Finlandais), du Jobbik, de l'XA (Aube dorée), du PVV, des SD... : l'assassinat massif par noyade des Arabes, des Noirs et des Afghans, l'apartheid pour les survivants.

Lors du sommet européen du 7 mars, la chancelière allemande Merkel a présenté un plan anti-migrants qui propose d'expulser vers la Turquie tout réfugié arrivé « *illégalement* » en Grèce. Ce plan « germano-turc » a été négocié directement par Berlin et Ankara puis a été accepté par les 28 gouvernements de l'Union européenne. Il prévoit de renvoyer vers la Turquie tous les Syriens arrivés en Grèce par les réseaux de racket des passeurs pour, plus tard, instaurer un « *corridor humanitaire* » selon le principe « *1 Syrien admis contre 1 Syrien expulsé* ». Les expulsés seront alors parqués en Turquie où plus de 2,7 millions de personnes vivent déjà dans des camps. Pour aboutir, le sommet du 7 mars a prévu de financer à hauteur de 6 milliards d'euros le gouvernement islamiste turc et de faciliter l'obtention de visas pour ses ressortissants.

Ce plan barbare d'expulsion et de renvoi des réfugiés fait suite aux diverses mesures nationalistes que chaque bourgeoisie européenne a mises en place, au mépris des règles de l'UE (accord de Schengen), contre les prolétaires venus d'Asie et d'Afrique. Incapables d'accueillir 2 à 3 millions d'êtres humains (pour une population européenne de 500 millions) la plupart des États bourgeois européens ont rétabli les



contrôles à leurs frontières, imitant le gouvernement Orbán de Hongrie qui l'avait inauguré en 2015. Pour y parvenir, les mêmes qui se vantaient d'avoir fait tomber le mur de Berlin érigent des barbelés, lâchent les chiens policiers à la fois dans l'espace de Schengen et à ses frontières, enferment les immigrés.

Les accords de Schengen explosent. Sept pays de cet espace ont déjà rétabli des contrôles à la frontière (France, Allemagne, Belgique, Autriche, Danemark, Norvège, Suède). Le président du Conseil européen, Donald Tusk a clairement averti les réfugiés

qu'ils ne sont pas les bienvenus en leur criant « *ne venez pas en Europe !* » (Le Monde, 3 mars 2016). Comme les pays des Balkans ont suivi la décision de l'Autriche de fermer ses frontières, les chefs d'État ont validé le blocage des réfugiés sur le sol grec : « *Les flux irréguliers de migrants le long de la route des Balkans occidentaux ont désormais pris fin* » (Déclaration des gouvernements de l'Union européenne, 7 mars 2016). Pour trier et expulser tous ces travailleurs, le gouvernement grec a ouvert des centres de tri, l'UE les finance à hauteur de 300 millions d'euros au titre d'une « aide humanitaire ». En 2016, l'UE a aussi renforcé sa police en Méditerranée (Frontex) et à la demande de Merkel, l'OTAN avec les marines anglaise, française patrouillent depuis février en mer Égée pour « sauver » les embarcations d'immigrés et les « ramener en Turquie ».

Les mesures xénophobes menacent de s'étendre aux ressortissants de l'UE. Ainsi le gouvernement Cameron exige pour maintenir la Grande-Bretagne dans l'UE que les travailleurs des autres pays membres aient le droit de se faire exploiter, mais pas de bénéficier de la protection sociale avant 7 ans de présence sur le territoire.

Le système impérialiste mondial, c'est-à-dire les groupes capitalistes mondiaux et les États qui servent les intérêts des capitalistes de leur pays (États-Unis, Chine, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Russie...), maintient la plus grande partie du monde dans la misère. Les États impérialistes interviennent militairement dans les pays dominés (Irak, Libye, Syrie, Ukraine, Mali...). Des puissances régionales (Arabie saoudite, Iran, Israël...) qui sont liées à certains d'entre eux prennent part

à des guerres dans d'autres pays (Syrie, Irak, Yémen...), voire colonisent (Palestine).

L'impérialisme est la principale cause des migrations de millions de travailleurs, travailleurs et de jeunes vers l'Europe (ou l'Amérique du Nord). Le capitalisme pourrissant porte en loin le fascisme. D'une part, les partis xénophobes et fascistes poussent jusqu'au bout la logique raciste des partis bourgeois « démocratiques », se renforcent dans les élections. Les bandes nazies attaquent les immigrés en Grèce, en Allemagne, en Suède... Au Proche-Orient, les bandes islamo-fascistes encouragées hier (EI-Daech) ou encore aujourd'hui (Al-Nosra) par les États-Unis, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, Israël, la Turquie et les monarchies du Golfe s'en prennent au mouvement ouvrier, aux femmes, aux minorités religieuses et nationales...

Seule la classe ouvrière est aujourd'hui progressiste. Seule elle peut rompre avec le capitalisme en déclin, pour qui il y a trop d'êtres humains en regard des perspectives de profit, seule elle peut assurer le développement des pays dominés, satisfaire tous les besoins de base par la collectivisation des moyens de production et la planification par les producteurs, ménager l'environnement de l'espèce humaine. Les travailleurs migrants font partie de la classe ouvrière au même titre que sa composante nationale d'origine, leur lutte est la même.

Il faut renouer avec l'internationalisme prolétarien, construire une internationale ouvrière révolutionnaire. Dans toute l'Europe, tous les syndicats de salariés, tous les partis d'origine ouvrière doivent exiger :

- À bas le plan de l'UE d'expulsion des réfugiés syriens ! Fermeture des camps de rétention ! Liberté de circulation, d'installation et d'emploi pour tous les travailleurs migrants et leurs familles ! Liberté de circulation et de séjour pour les étudiants qui désirent visiter l'Europe ou s'y former !
- Mêmes droits, y compris politiques, pour tous les travailleurs !
- Arrêt des bombardements et des interventions en Syrie et en l'Irak des forces spéciales et des armées américaine, russe, belge, britannique, danoise, française, néerlandaise ! Fermeture de toutes les bases militaires américaines, russes, françaises et britanniques de la région !
- Assez de persécution policière des réfugiés et des Roms ! Abolition des lois xénophobes ! Dissolution de Frontex ! Organisation de la défense conjointe entre travailleurs nationaux et migrants contre la répression policière et les agressions fascistes et racistes !
- États-Unis socialistes d'Europe, Fédération socialiste de la Méditerranée !

# Après le référendum en Grande-Bretagne, 2016



Les bourgeoisies d'Europe sont incapables d'unifier l'Europe, à l'époque du déclin du capitalisme ; alors qu'elles étaient, à l'époque du capitalisme ascendant, capables d'unifier l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis d'Amérique. L'issue du référendum récent en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (une tentative de surmonter l'étroitesse des frontières par les deux principales bourgeoisies du continent, celles de l'Allemagne et de la France), en est la preuve.

## UN ÉVÈNEMENT RÉACTIONNAIRE

L'État britannique avait d'abord, face à la décision prise en 1957 par six États d'un marché commun (libre échange et tarif douanier commun) nommé alors CEE-EEC (depuis renommée Union européenne), tenté de la torpiller en 1960 par un traité de libre-échange (AELE-EFTA). Puis la bourgeoisie britannique s'est divisée sur la question. Les groupes tournés vers le continent (et la « City », la Bourse de Londres) étaient plutôt pour rejoindre la CEE-EEC, ce que traduisaient au plan politique le Parti libéral (aujourd'hui renommé Libéraux démocrates) et la majorité des « tories » (Parti conservateur). La plupart des petits patrons (et les groupes axés sur les autres continents) étaient plutôt contre. Dans les coulisses de l'État, des partis politiques, des médias et des universités, le grand capital l'emporta sur le petit si bien que le Royaume-Uni demanda à rejoindre la CEE-EEC en 1963.

*D'abord, le Royaume-Uni pensa qu'il garderait ses relations spéciales avec les États-Unis et avec le Commonwealth. Ensuite, il pensa qu'il garderait son rôle comme puissance mondiale... À cause de ces divergences et d'autres, la Grande-Bretagne se retira des négociations... En réaction à la création de la CEE, le Royaume-Uni, de concert avec la Norvège, la Suède, le Danemark, l'Autriche, mit en place une aire de libre-échange. (Guglielmo Carchedi, *For Another Europe*, 2001, ch. 1)*

Le Royaume-Uni adhéra en 1973, quand le gouvernement français accepta, après avoir longtemps bloqué sa demande, pour contrebalancer la

puissance économique grandissante de l'Allemagne. Par contre, l'État britannique refusa d'adopter l'euro en 1992.

*L'UE peut avoir été formée pour lier ensemble la France et l'Allemagne, mais ces dernières décennies elle a été modelée au moins autant par les valeurs, les idées et la vigueur britanniques. Son expansion ambitieuse vers l'est, la construction soutenue d'un marché unique intégré, l'accent mis sur le commerce international ont été faits en Grande-Bretagne. (The Economist, 2 juillet 2016)*

C'est la fraction subalterne de la bourgeoisie nationale, représentée par le parti xénophobe UKIP et la minorité du Parti conservateur, qui vient de renverser cette décision en utilisant un référendum. Avec une participation importante de 72,2 %, près de 52 % des électeurs du Royaume-Uni se sont prononcés le 23 juin pour la sortie de l'Union européenne.

Ce résultat nuira probablement au capitalisme britannique dans son ensemble. Ses principaux secteurs, financiers comme productifs, craignent à juste titre de devoir désormais payer au prix fort le droit de faire des affaires avec les autres pays européens. Plusieurs variantes sont en effet possibles, depuis l'application simple des règles de l'OMC, un traité particulier ou des traités bilatéraux, ou encore un statut d'associé de second plan à l'espace économique européen comportant certaines obligations mais sans voix au chapitre. En tous les cas, c'est une période

Johnson (Parti conservateur) et Farage (UKIP) en campagne pour la sortie de l'UE





Pour justifier leur vote pour le départ de l'UE, Socialist Worker (SWP) et The Socialist Party (SP) ont écrit : « Les conservateurs... mais le vieux parti bourgeois est resté au pouvoir. Ils tirent aussi : « Q... un « club de patrons » autrement solide. L'État national est muni d'une police et d'une armée. Par exemple, ce n'est pas l'UE qui a assassiné les manifestants à Derry en 1972 ».

d'incertitude qui s'ouvre, ce qu'abhorrent les gens sérieux chargés de faire fructifier leur capital. De surcroît, les risques d'éclatement du Royaume-Uni avec la montée du séparatisme écossais (et de l'unification de l'Irlande) refont surface.

*Peu d'Anglais qui votèrent pour quitter l'Union européenne le 23 juin considéraient qu'en faisant cela ils pourraient déclencher l'éclatement d'une autre union : la leur. (The Economist, 2 juillet 2016)*

Mais le Brexit n'est en rien une victoire de la classe ouvrière. Ce n'est pas parce que beaucoup de travailleurs (ouvriers, employés, chômeurs, commerçants, artisans...) victimes des crises capitalistes mondiales et de la désindustrialisation (résultant des choix des patrons et des gouvernements à leur service), victimes des attaques contre le système de santé gratuite (NHS), ont voté pour le Brexit que cela en fait mécaniquement un vote ouvrier, c'est-à-dire un vote pour le compte de la classe ouvrière. Beaucoup de travailleurs et d'étudiants se sont prononcés pour le maintien : Londres n'est pas peuplée que de capitalistes et de courtiers, l'Écosse et l'Irlande du Nord encore moins. Ni les uns ni les autres n'ont pu voter en tant que classe consciente de ses intérêts et apte à prendre la tête de la nation (ou des nations), tous ont suivi une fraction politique de leurs exploités d'accord entre eux pour désigner les réfugiés et les migrants économiques comme des



boucs émissaires. La campagne déchaînée du « leave » a encouragé un fasciste à tuer une députée du Parti travailliste, Jo Cox.

En réalité, la classe ouvrière et la jeunesse de Grande-Bretagne ont été piégées, sommées de choisir entre le soutien à la politique de Cameron au travers de la défense de l'Europe des capitalistes comme meilleur moyen de limiter l'immigration et le nationalisme réactionnaire racontant toutes sortes de mensonges. Jamais la responsabilité des gouvernements bourgeois successifs qui ont précipité travailleurs et jeunes dans des reculs successifs depuis Thatcher (Parti conservateur) en passant par Blair (Parti travailliste) pour finir par Cameron n'a été mise en avant, jamais l'ennemi de classe dans son propre pays n'a été présenté comme l'adversaire principal. D'un côté, Cameron vantait les mérites de l'Union européenne, censée avoir apporté bien-être et félicité aux travailleurs qui n'en peuvent mais, de l'autre, Johnson et Farage désignaient les immigrants, dont l'Union européenne serait la pourvoyeuse, accusés d'être les responsables de la misère des autochtones en vivant des allocations et en volant les emplois. Dans cette confusion, toutes les frontières de classe ont été balayées, le Parti travailliste dirigé par Corbyn, flanqué de LU, se retrouvant sur la même ligne que Cameron pour vanter les acquis de l'Union européenne tandis qu'aux côtés de l'UKIP figuraient non seulement une fraction importante du Parti conservateur mais aussi divers

opportunistes du mouvement ouvrier dont le PCB, Respect, le SWP, le SPEW...

*Toute l'histoire du mouvement ouvrier anglais est marquée par la pression de la bourgeoisie sur le prolétariat. (Léon Trotsky, Où va l'Angleterre ?, 1925, ch. 4)*

Ce vote majoritaire pour le Brexit signifie un gain supplémentaire pour un nationalisme exacerbé qui gagne peu à peu l'Europe, mais aussi le monde entier. Cela signifie que la classe ouvrière s'est divisée sur une opposition entre deux fractions de ses exploités et qu'une partie s'est laissée entraîner sur le terrain le plus réactionnaire, celui de la haine de l'étranger, du migrant, celui de la récupération de la souveraineté nationale, celui de l'Angleterre d'abord. Le parti UKIP, mais aussi le pitre affligé qu'est Boris Johnson, un ténor du Parti conservateur et précédent maire de Londres, n'ont-ils pas complaisamment présenté le vote « leave » comme un pied de nez aux élites fortunées, usant de toutes les ficelles du populisme, eux qui appartiennent à la même classe bourgeoise et n'ont guère de problèmes d'argent pour finir le mois.

La consolidation des frontières et le protectionnisme par un pays impérialiste constitue une régression à laquelle le prolétariat ne saurait s'associer. Ils s'accompagnent toujours du militarisme et du regain de tensions internationales.

*En Allemagne comme en France, en Italie et en Russie, le retour au protectionnisme fut lié à l'extension du militarisme et introduit en fonction de celui-ci ; il servit de base à la course aux armements de terre, puis de mer, qui se développa à cette époque. (Rosa Luxemburg, L'Accumulation du capital, 1913, ch. 31)*

## **L'IRRATIONALITÉ DE LA BOURGEOISIE CONTEMPORAINE**

Le Premier ministre Cameron avait joué avec les allumettes : pour contrer la progression du parti raciste, xénophobe, nationaliste et fascisant UKIP qui progressait en siphonnant les électeurs du Parti conservateur, il avait après les élections de 2015 promis la tenue d'un référendum pour ou contre le maintien dans l'Union européenne, comptant également s'en servir comme moyen de pression pour obtenir quelques concessions supplémentaires des autres bourgeoisies européennes.

Et c'est ce qu'il fit à Bruxelles en février dernier, marchant sur les traces de feu Thatcher, tonnait contre la gabegie des dépenses européennes, le laxisme aux frontières et bien d'autres choses encore, pour s'en retourner dans son pays satisfait d'avoir si bien défendu les intérêts britanniques. Il avait obtenu en effet le droit de ne plus verser certaines prestations et allocations aux ressortissants européens pendant les quatre premières années de leur installation en Grande-Bretagne, des garanties renouvelées

pour préserver les « entrées » de la Bourse de Londres dans l'Union européenne, une promesse d'alléger encore les normes et régulations pesant sur les entreprises. Moyennant quoi, Cameron avait mené campagne pour rester dans l'UE (« remain »).

Hélas, le vent qu'il a semé n'a fait qu'attiser l'incendie que d'autres avaient allumé, non seulement du côté du parti UKIP, mais aussi d'une bonne partie du Parti conservateur lui-même. Force est de constater pourtant que les vainqueurs ont d'abord brillé par leur capacité à fuir leur responsabilité devenue soudain écrasante : Nigel Farage, le président de UKIP, démissionne aussitôt et Boris Johnson se livre à une minable pantalonnade pour ne pas briguer le poste de Premier ministre !

*Les militants victorieux de la sortie, une bande médiocre qui se sont déshonorés durant la campagne : mentant sur l'inflation des dépenses budgétaires et les migrants turcs fantômes, avant de disparaître après le vote. (The Economist, 2 juillet 2016)*

C'est que, passés les effets de manche, l'affaire s'annonce ardue pour la bourgeoisie anglaise et celles du continent. Cameron a refusé de prendre la responsabilité d'officialiser la rupture avant sa démission. Il a laissé ce soin à la nouvelle Première ministre, Theresa May, qui a intégré dans le nouveau gouvernement tory trois ministres partisans du Brexit : Johnson nommé ministre des Affaires étrangères, Davis ministre de la sortie de l'UE et Fox ministre du commerce international. May pense à la fois stabiliser le principal parti bourgeois et faire porter la responsabilité des difficultés à venir aux excités du « leave ». La justification du SWP pour rejoindre ce camp était de chasser Cameron. Mais les travailleurs ont-ils gagné à avoir May à la place de Cameron ?

Après avoir constitué son gouvernement, May est allée rencontrer Merkel et Hollande, ce qui montre bien qui dirige « l'Europe ». Elle n'a toujours pas officialisé la sortie. Les 27 États qui restent ne sont pas sur la même longueur d'onde dans les négociations qui vont s'ouvrir avec le nouveau gouvernement tory. Les bourgeoisies d'Europe centrale veulent en profiter pour desserrer l'étreinte de l'Allemagne et de la France. La bourgeoisie allemande, pour qui la Grande-Bretagne est un client sérieux, reste assez prudente. Sa place dominante lui confère une responsabilité de gardienne d'une certaine cohésion de l'ensemble alors que les uns et les autres tirent à hue et à dia. Cependant elle n'a nullement envie d'encourager par une attitude trop conciliante d'autres pays membres, notamment au sud et à l'est de l'Europe, à chercher aventure ailleurs. La bourgeoisie française n'a pas ces pudeurs, elle pousse les feux pour affaiblir au maximum la bourgeoisie anglaise, cherchant surtout à mettre la City hors-jeu en espérant que la Bourse de Paris ravira la place. Or la Bourse de Londres, c'est le poumon du capitalisme britannique, aspirant les capitaux de par le monde, générant une balance des services

largement excédentaire alors que sa balance des échanges de biens est lourdement déficitaire.

*Londres revendique 250 banques étrangères et 200 compagnies juridiques étrangères ... Le principal souci est que les compagnies financières ne seront plus capables de desservir toute l'UE depuis Londres quand la Grande-Bretagne quittera, peut-être deux ans après le début formel des pourparlers de sortie. (The Economist, 2 juillet 2016)*

## POUR L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

Bien rares sont ceux qui ont défendu la seule position de classe possible, l'appel au boycott du referendum, à la lutte pour en finir avec le gouvernement des capitalistes en Grande-Bretagne, la perspective des États-Unis socialistes d'Europe.

*Vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle, l'État bourgeois avec ses armées et ses barrières douanières est devenu le plus grand frein au développement des forces productives qui exigent une arène plus vaste. Un socialiste qui se prononce aujourd'hui pour la défense de la « patrie » joue le même rôle réactionnaire que les paysans de Vendée qui se précipitèrent à la défense du régime féodal, c'est-à-dire de leurs propres chaînes. (4<sup>e</sup> Internationale, Manifeste, mai 1940)*

Au contraire, au-delà même du Royaume-Uni, nombre d'organisations ont versé dans le nationalisme ou franchi des pas supplémentaires dans cette ligne déjà défendue de longue date. Ainsi, le KKE de Grèce, Die Linke d'Allemagne, Mélenchon en France, ancien ministre fondateur du PdG, grand défenseur de « *la Nation* », dont l'ennemi est non pas la bourgeoisie française mais l'Allemagne, non seulement se félicite du Brexit, mais vient d'accuser le 5 juillet 2016 au Parlement européen le travailleur détaché de « *voler son pain au travailleur qui se trouve sur place* » ...

*Le travailleur n'a pas de patrie, cela veut dire que sa situation économique (le salariat) n'est pas nationale, mais internationale ; son ennemi de classe est international ; les conditions de son émancipation le sont aussi ; l'unité internationale des travailleurs est plus importante que l'unité nationale. (Vladimir Lénine, Lettre à Inessa Armand, 20 novembre 1916)*

La plupart des révisionnistes du trotskysme (les morénistes, les cliffistes, les lambertistes, les robertsonistes, les taaffistes, etc.), habitués à suivre le courant ou influencés par le stalinisme, ont applaudi au Brexit. Non seulement les travailleurs britanniques n'ont aucune amélioration de leur sort à attendre du Brexit, mais doivent craindre plutôt le contraire. Surtout, ils ont, dans la plus grande confusion, perdu à cette occasion

leur indépendance de classe, ce qui ne pourra que donner des armes supplémentaires à la bourgeoisie. D'ailleurs, la droite du Parti travailliste a aussitôt lancé une nouvelle offensive contre Corbyn, avec l'aide des médias bourgeois.

*Entretemps le Parti travailliste se déchire en morceaux. Le 28 juin M Corbyn a perdu un vote de défiance parmi les députés travaillistes par 172 contre 40. Il fait face à un défi à sa fonction de dirigeant. (The Economist, 2 juillet 2016)*

Le résultat du référendum britannique s'inscrit dans la forte progression des partis xénophobes ou fascistes comme le FPÖ en Autriche, le FN en France, l'AFD en Allemagne, Jobbik en Hongrie, le PVV en Hollande, XA en Grèce, le PIS en Pologne, etc. Dès le 24 juin, Le Pen (FN) a exulté : « *Brexit, et maintenant la France !* ».

*Mme Le Pen pense que cet état d'âme national pourrait l'aider à gagner l'élection présidentielle au printemps prochain. (The Economist, 2 juillet 2016)*

Ce sont les gouvernements « démocratiques » eux-mêmes qui, en laissant les capitalistes licencier, en diminuant les impôts des patrons et des riches, en limitant les prestations sociales, en bombardant le Proche-Orient, en barricadant l'Europe pour laisser les réfugiés mourir à ses portes, alimentent la xénophobie et le racisme qui sont le carburant de la réaction. Ce chauvinisme est partout à l'œuvre. Que dire du candidat du Parti républicain Trump aux États-Unis qui prône le protectionnisme, le refoulement de tous les immigrés venant de pays détruits par l'impérialisme américain et qui promet d'ériger un mur de béton pour verrouiller les milliers de kilomètres de frontière avec le Mexique !

Ce nationalisme est fondamentalement l'expression de l'impasse historique du mode de production capitaliste au stade impérialiste : contrairement aux intérêts des principaux secteurs de la bourgeoisie des pays capitalistes qui poussent tant qu'ils le peuvent à la circulation sans entrave des marchandises et des capitaux, la propriété privée des moyens de production et la concentration toujours plus importante du capital productif, commercial et bancaire que cela entraîne, la concurrence exacerbée des bourgeoisies entre elles, la domination de la planète par une poignée de puissances impérialistes, se dressent comme des obstacles non seulement au capital lui-même, mais au développement de l'humanité tout entière.

Toutes les bourgeoisies impérialistes ont mis en œuvre la mondialisation, tous les groupes capitalistes rêvent de l'ouverture des frontières à leurs capitaux et leurs produits, mais les lois inhérentes au capitalisme disloquent les efforts accomplis dans ce but, tous les groupes réclament

l'aide de leur État contre les autres, tous les États à leur service se disputent la planète. C'est le cauchemar de l'affrontement entre les nations qui finalement ressurgit. Le capitalisme au stade impérialiste, c'est la concurrence organisée entre les travailleurs des différents pays et au sein des mêmes pays.

Il faut donc un parti internationaliste. Il ne pourra pas être édifié en tournant le dos au Parti travailliste et aux syndicats. Mais le Labour Party ne peut remplacer le parti ouvrier révolutionnaire parce qu'il est, depuis sa naissance, un « parti ouvrier bourgeois » : ouvrier par son origine syndicale et sa base électorale de salariés ; bourgeois par son programme et son crétinisme parlementaire.

*Quelle que soit la majorité parlementaire, tout l'appareil d'État est, de haut en bas, indissolublement attaché à la bourgeoisie. Celle-ci est en outre en possession de toute la presse, des organes les plus importants de l'administration locale, des universités, des écoles, de l'Église, des innombrables associations... (Léon Trotsky, Où va l'Angleterre ?, 1925, ch. 5)*

Aucune politique sociale-réformiste n'a pu ni voulu, faute de s'attaquer au capital lui-même, ouvrir de perspective quelconque d'amélioration durable de la situation des travailleurs. Au contraire, partout, elles ont prouvé leur faillite en se faisant les auxiliaires zélés des exigences de leur bourgeoisie.

Les masses qui ont subi les coups des partis bourgeois au pouvoir en ont reçu tout autant des partis ouvriers bourgeois quand ceux-ci ont remplacé ceux-là. Faute d'une organisation révolutionnaire qui ouvre la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, du socialisme, de l'internationalisme, les courants bourgeois les plus réactionnaires marquent des points à travers l'Europe. C'est précisément pourquoi une orientation correcte sur la question du Brexit est aussi importante. C'est pourquoi il est urgent de constituer l'internationale ouvrière révolutionnaire.

*Quand les masses comprennent qu'on les a bernées, elles font la révolution. (Léon Trotsky, Où va l'Angleterre ?, 1925, ch. 4)*

22 juillet 2016

Bureau du CoReP (Autriche, France, Pérou) & TML (Brésil)

# Manifeste pour la révolution socialiste européenne, 2019

*Une unité économique quelque peu complète de l'Europe, qui serait réalisée par en-haut, à la suite d'une entente entre gouvernements capitalistes, est une utopie. Dans cette voie l'affaire ne peut aller au-delà de compromis partiels et de demi-mesures. Par là même, l'union économique de l'Europe qui est susceptible d'apporter d'énormes avantages au producteur et au consommateur et en général à tout le développement culturel, devient la tâche révolutionnaire du prolétariat européen, dans sa lutte contre le protectionnisme impérialiste et son instrument, le militarisme. (Léon Trotsky, Le Programme de la paix, mai 1917)*

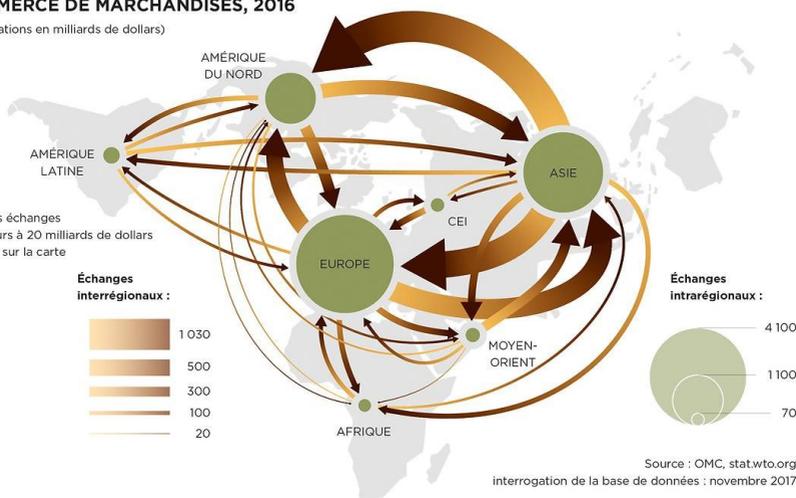
## L'UNION EUROPÉENNE, UN COMPROMIS BANCAL

L'Union européenne est née d'un compromis bancal entre un certain nombre de bourgeoisies d'Europe de l'Ouest conscientes de l'étroitesse insupportable de leurs frontières.

### COMMERCE DE MARCHANDISES, 2016

(Exportations en milliards de dollars)

Note :  
Seuls les échanges supérieurs à 20 milliards de dollars figurent sur la carte



*L'État national, après avoir donné une impulsion vigoureuse au développement capitaliste, est devenu trop étroit pour l'expansion des forces productives. (Manifeste de l'Internationale communiste, mars 1919)*

Après la deuxième guerre mondiale, ces gouvernements étaient traumatisés par la catastrophe à laquelle avaient conduit les tentatives de surmonter l'archaïsme de leurs frontières par la violence impérialiste. En effet, au cours de deux conflits mondiaux qui se sont déroulés surtout sur le sol de l'Europe, le vainqueur réel fut les États-Unis capitalistes d'Amérique qui disposaient d'un marché national de taille continentale. La bourgeoisie allemande, après l'échec du 3<sup>e</sup> Reich, ne pouvait avancer ses pions que sous le masque d'un regroupement ; la bourgeoisie française, avec l'écroulement de son empire colonial, ne pesait plus guère dans les relations internationales, malgré les fanfaronnades du général De Gaulle.

L'Union européenne s'est révélée une tentative vaine d'empêcher le déclin du capitalisme européen. Pour réussir pleinement, il lui aurait fallu unifier pacifiquement l'Europe. Certes, la nécessité impérieuse des échanges de marchandises, de capitaux et de main-d'œuvre entre les économies capitalistes a poussé 22 États à rejoindre les 6 fondateurs de 1958 et 18 d'entre eux ont même réussi, pour faciliter ces échanges économiques et peser davantage dans le monde, à unifier la monnaie en 1999-2001.

Reste que leur prétendue union est apparue trop tard, à l'époque de décadence historique du capitalisme. Les bourgeoisies européennes sont incapables de fusionner entre elles et de supprimer les frontières archaïques car chacune d'entre elles est inséparable de son État national. Celui-ci lui est indispensable pour garantir l'exploitation de son prolétariat (dont, partout, une partie est d'origine étrangère) et pour défendre ses intérêts contre les autres bourgeoisies (y compris ses voisins du continent). Par conséquent, ces puissances impérialistes restent divisées et impuissantes face à la guerre économique déclenchée par l'impérialisme américain, face aux manœuvres de l'impérialisme chinois, les frontières se multiplient dans un continent déjà émietté et la guerre y surgit de manière récurrente.

## **APRÈS L'ÉCLATEMENT DE LA YOUGOSLAVIE, CELUI DE L'UKRAINE**

Quand la bureaucratie stalinienne tchécoslovaque a décidé de restaurer le capitalisme en 1991, le pays a éclaté dès 1992 en deux États, intégrés à l'Union européenne (en pratique, sous influence allemande) et à l'OTAN (dirigée, de fait, par les États-Unis).

Quand la bureaucratie yougoslave a décidé de restaurer le capitalisme, les rivalités entre la bourgeoisie allemande et la bourgeoisie française ont

nourri la guerre civile de 1991 à 1999 et abouti à l'éclatement entre 6 États. L'OTAN, par décision américaine et avec la participation de l'armée belge et de l'armée française, a bombardé la Serbie pour mettre fin au conflit. Les rêves nationalistes ont abouti à la soumission de ces confettis soit à la Russie, soit à l'Union européenne, au prix de la destruction des infrastructures, d'un million de déplacés et de 300 000 morts.

Quand la bureaucratie russe a décidé de restaurer le capitalisme en 1991, l'URSS a éclaté. Depuis, la bourgeoisie russe dispute à la bourgeoisie américaine, allemande et française les nouveaux États capitalistes formellement indépendants mais qui sont aux mains d'oligarques incapables de développer le pays et donc d'assurer son autonomie. C'est le cas en Ukraine où les exigences de l'Union européenne signifiaient l'aggravation du sort des travailleurs, tandis que le puissant voisin russe faisait du chantage à la fourniture de gaz naturel. Les aspirations à vivre mieux et à vivre libre furent détournées, tant en 2004 qu'en 2013, par des cliques capitalistes vendues aux impérialistes allemands ou russes.

## L'Ukraine déchirée par les impérialistes



Cahier révolution communiste n° 8, 2015

*La bourgeoisie de tous les pays, ainsi que tous les partis petits-bourgeois qui acceptent l'alliance avec la bourgeoisie contre les ouvriers, se sont surtout efforcés de diviser les ouvriers des différentes nationalités, d'attiser la méfiance, de détruite l'étroite union internationale et la fraternité internationale des ouvriers. Si la bourgeoisie y parvient, la cause des ouvriers est perdue. (Vladimir Lénine, Lettre aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine, décembre 1919)*

Début 2014, l'Union européenne et les États-Unis couvrèrent la participation de partis fascistes au nouveau gouvernement ukrainien. Misant sur l'absence d'armée de l'UE et sur les échecs de l'armée américaine en Irak et en Afghanistan, l'armée russe occupait déjà une partie de la Moldavie et de la Géorgie, après avoir maintenu la Tchétchénie dans son territoire par la plus grande violence en 1994-96 et en 1999-2000. Poutine a incorporé en avril 2014 la Crimée à la Russie, malgré l'hostilité d'une minorité ukrainienne et d'une minorité tatare ; une guerre civile larvée continue en Ukraine entre cliques capitalistes

vendues aux bourgeoisies voisines. La CIA conseille le gouvernement de Kiev qui couvre des massacres comme à Odessa. Les troupes de choc de l'armée russe, masquées, entrent sur le territoire ukrainien. Après avoir occupé la Crimée en mars, les « forces spéciales » ont aidé les milices pro-russes, qui comportent aussi des éléments fascistes, à prendre le contrôle de plusieurs villes de l'est de l'Ukraine où les opposants sont parfois liquidés physiquement. Le 25 novembre 2018, la marine russe arraisonne 3 navires ukrainiens dans le détroit entre la mer Noire et la mer d'Azov, accusés d'être entrés dans les eaux territoriales sans autorisation.

*Seule, la révolution prolétarienne peut garantir aux petits peuples une existence libre, car elle libérera les forces productives de tous les pays des tenailles serrées par les États nationaux, en unissant les peuples dans une étroite collaboration économique, conformément à un plan économique commun. Seule, elle donnera aux peuples les plus faibles et les moins nombreux la possibilité d'administrer, avec une liberté et une indépendance absolue, leur culture nationale sans porter le moindre dommage à la vie économique unifiée et centralisée de l'Europe et du monde. (Manifeste de l'Internationale communiste, mars 1919)*

## **L'UNION EUROPÉENNE EST AUJOURD'HUI PRISE EN TENAILLE**

L'offensive économique déclenchée par l'impérialisme américain avive les tensions entre tous les impérialismes. Elle vise non seulement la Chine, mais de nombreux pays dans le monde et également l'Europe qui se trouve prise en étau entre l'agressivité américaine et la montée en puissance de l'impérialisme chinois. Les États-Unis menacent en effet l'Union européenne de taxes multiples sur ses exportations, aussi bien sur l'acier que les automobiles ou l'aéronautique.

Parallèlement, les entreprises et banques européennes ont été sommées de cesser toutes transactions avec l'Iran, sous peines de sanctions et d'exclusion du marché américain. Et la pression de l'impérialisme américain s'exerce encore de multiples façons, par exemple dans la menace directe de sanctions à l'encontre des entreprises européennes impliquées dans la construction du doublement du gazoduc entre la Russie et l'Allemagne.

De surcroît, la pression américaine sur la Chine y précipite un ralentissement de la croissance qui entraîne en conséquence un ralentissement des exportations européennes en Chine, notamment allemandes. De son côté, l'impérialisme chinois multiplie les initiatives pour renforcer ses positions dans les pays européens.

Les grandes entreprises chinoises multiplient leurs investissements directs en rachetant tout ou partie d'entreprises ou d'infrastructures en

Europe : le port du Pirée en Grèce, le fabricant de robots industriels Kuka en Allemagne, le fabricant de pneumatiques Pirelli en Italie, l'aéroport de Toulouse en France, le premier opérateur de terminaux portuaires en Espagne Noatum, la compagnie minière Rio Tinto en Grande-Bretagne, la société de pesticides et de graines Sygenta en Suisse...

La Chine privilégie les accords bilatéraux avec des investissements considérables à la clé et des prêts, aussi bien dans le cadre des « nouvelles routes de la Soie » que dans les rencontres « 16 + 1 » qu'elle a initiées avec les pays de l'Est de l'Europe dont 11 sont membres de l'Union européenne. Ainsi, des accords d'investissements chinois sont passés directement non seulement avec l'Italie, mais aussi avec la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie...

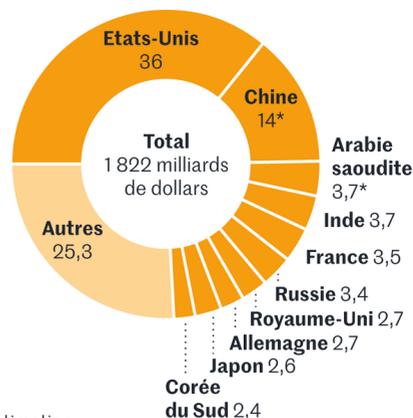
## L'IMPASSE DU BREXIT

En Grande-Bretagne, un conglomérat de partis ou de fractions de partis bourgeois représentant les intérêts d'une partie de la bourgeoisie britannique plus liée au reste du monde qu'à l'Europe, plus subordonnée aux États-Unis ou bien victime de la concurrence européenne a poussé au Brexit. Il l'a emporté au référendum de 2016. La campagne des partisans de la sortie a battu tous les records du chauvinisme et de la démagogie en faisant croire aux Britanniques qu'en se débarrassant des étrangers, européens ou non, et des règles de l'Union européenne, ils retrouveraient la prospérité et la grandeur passée de l'ancien empire britannique.

Mais trois ans ont passé et à mesure qu'approche l'échéance, la débandade et le chaos n'ont fait qu'amplifier. Incapable de sortir, avec ou sans accord, ou de rester, la bourgeoisie britannique marche les yeux ouverts à la catastrophe. Tout indique que la sortie de l'Union européenne entrainera une baisse significative des échanges et de la production. Déjà, des entreprises ferment ou se délocalisent dans d'autres pays européens pour conserver les avantages du marché européen.

Les États-Unis se réjouissent du Brexit car ils imposeront leurs conditions à la bourgeoisie britannique dans des négociations bilatérales. Au bout

Répartition des dépenses militaires par pays  
En %, en 2018



\* Estimation

Source : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm

du compte, ce seront les travailleurs et les jeunes qui subiront les conséquences de la rupture. Paralysé, réduit à quémander délai sur délai pour gagner du temps, le gouvernement du Parti conservateur semble incapable d'organiser la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Le Parti travailliste reste ambigu, personne ne connaît sa position sur le Brexit. Pour cette raison, les partis fascisants UKIP et Brexit Party ont le vent en poupe.

Pour les autres pays européens, le retrait de la Grande-Bretagne signifie avant tout une réduction des échanges intracommunautaires avec des conséquences inégales et plus ou moins dommageables. Et pour l'Union européenne toute entière, c'est une fragilisation considérable quand un pays de l'importance du Royaume-Uni rompt les amarres.

## **LES CHIMÈRES DU RENFORCEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE**

Dans cette situation difficile, la plupart des représentants des bourgeoisies de toute l'Europe expliquent à ceux et celles qu'ils exploitent que leur salut réside dans le renforcement de l'Union européenne. La renforcer en ferait enfin une puissance économique apte à rivaliser avec les États-Unis et la Chine, à même de discuter d'égal à égal dans les négociations internationales. La renforcer en ferait un continent entier où l'environnement serait préservé qui pèserait d'autant plus pour imposer des normes écologiques internationales. La renforcer permettrait la croissance, les avancées sociales, la coopération entre les peuples européens et le maintien de la paix. Toutes ces affirmations sont aussi chimériques que mensongères.

Avec les tensions commerciales mondiales et le ralentissement de la croissance, les intérêts des bourgeoisies européennes sont de plus en plus divergents et c'est à grand peine qu'elles tentent d'afficher encore le visage de l'unité. Les bourgeoisies allemande et française qui sont les plus puissantes, respectivement 20 % et 14 % du PIB de l'Union, tentent d'avancer ensemble face à la Chine, mais s'opposent sur la position que l'Union européenne doit défendre face au Brexit, s'opposent sur la position que l'UE doit défendre dans les négociations avec les États-Unis, s'opposent sur les livraisons d'armes de la France à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis dans la guerre qu'ils mènent au Yémen.

L'Union européenne est de plus écartelée par des alliances divergentes comme le « groupe de Visegrad » regroupant la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie et la Slovaquie ou encore le « groupe des 3 mers » lancé à l'initiative de la Pologne et rassemblant 12 pays d'Europe centrale entre la mer Baltique, la mer Méditerranée et la mer Noire. Les États-Unis utilisent les adhésions à l'OTAN des pays de l'Est, comme l'Albanie, la Croatie, le Monténégro ou les demandes d'adhésions de la Bosnie-

Herzégovine, la Géorgie, la République de Macédoine du Nord et l'Ukraine pour avancer leurs propres intérêts. Ce n'est pas le mouvement vers l'intégration qui prédomine aujourd'hui en Europe mais les forces centrifuges.

Aujourd'hui, devant les menaces par l'impérialisme américain de taxation des exportations européennes aux États-Unis d'acier, d'automobiles, d'aéronautique etc. devant l'offensive économique de l'impérialisme chinois, la plupart des dirigeants capitalistes européens jugent indispensable que l'Union européenne renforce à ses frontières les règles protectionnistes pour la protéger de la concurrence, évidemment jugée déloyale. Cela ne fera qu'amplifier la guerre économique, entraîner la réduction des échanges et accélérer la crise économique. Le protectionnisme précipite toujours la dépression économique et débouche sur la guerre.

*En régime capitaliste, le développement égal des différentes économies et des différents États est impossible. Les seuls moyens possibles de rétablir de temps en temps l'équilibre compromis, ce sont en régime capitaliste les crises dans l'industrie, les guerres en politique. (Vladimir Lénine, Sur le mot d'ordre des États-Unis d'Europe, août 1915)*

Le réchauffement climatique, la pollution des océans, des nappes phréatiques, la destruction des espèces animales et végétales s'accroissent partout dans le monde. Les écologistes culpabilisent les individus en prônant les vertus d'un comportement « écoresponsable » dans leur consommation. De nombreux dirigeants européens affichent volontiers leur sensibilité écologique.

Mais la consommation des travailleurs n'a rien à voir avec les terrains de golf, les jets privés et les yachts... des capitalistes. La cause principale de ces dangers mortels pour l'humanité n'est pas à chercher ailleurs que dans la domination du capitalisme sur toute la planète. Production, échange, répartition, consommation, crédit, tout est déterminé par les règles du profit des capitalistes, sans souci aucun de l'environnement, sauf quand certaines mesures de protection de l'environnement deviennent elles-mêmes une source de profit, ce qui les tournent alors en leur contraire.

L'Union européenne des bourgeoisies capitalistes et impérialistes pour les plus puissantes n'échappe pas à cette logique. Après les trucages des constructeurs automobiles sur les normes de pollution des moteurs diesel, sur la consommation réelle des moteurs à essence, voilà que les principaux groupes capitalistes automobiles européens ne jurent que par la voiture électrique comme un nouvel eldorado. Mais comment sera produite l'énergie électrique nécessaire à son fonctionnement, comment seront maîtrisés les coûts et les dommages environnementaux, en Europe et dans le monde, occasionnés par la fabrication des batteries et leur déconstruction en fin de vie, ceci ne rentre pas dans leurs calculs ! Et tout est à l'avenant, de

l'utilisation des pesticides à grande échelle au développement anarchique des villes avec leur cortège de nuisances dont souffrent les populations les plus pauvres. Malgré toutes les professions de foi, la nature capitaliste de l'Union européenne des bourgeoisies ne peut être ni devenir un moteur dans la lutte contre la destruction de la planète.

L'Union européenne n'a pas protégé les travailleurs et les jeunes de la crise capitaliste mondiale de 2008-2009, de la crise européenne de la dette de 2010-2012 et de leurs conséquences. Les grands groupes industriels, les banques ont certes été préservés de la faillite à coups de milliards d'euros, mais les travailleurs et les jeunes en ont fait les frais, en particulier en Grèce, en Espagne et au Portugal. Depuis, chaque pays capitaliste européen a accentué les pressions sur sa propre classe ouvrière pour maintenir ou augmenter le taux de profit par la baisse des salaires, l'allongement du temps de travail, l'intensification du travail, la baisse des pensions de retraite, les facilités de licenciement, la restriction des accès à la santé, à la formation...

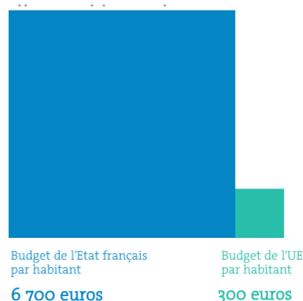
### **LE MYTHE CHAUVIN DE LA COMMISSION EUROPÉENNE AU-DESSUS DES ÉTATS BOURGEOIS NATIONAUX**

Évidemment, aucun gouvernement ne néglige d'attribuer à l'Union européenne la responsabilité des mesures impopulaires qu'il prend pour le compte de sa bourgeoisie. Le Parti conservateur britannique, la Ligue italienne et bien d'autres usent régulièrement de cette ficelle. Les partis fascistes et les partis fascistes, comme une partie du mouvement ouvrier (en particulier les anciens partis staliniens et divers avatars du réformisme et du centrisme), dénoncent une « Europe » toute puissante qui dicterait leur conduite aux États nationaux dépouillés de leur souveraineté. Ce poison nationaliste est un leurre.

Le Parlement européen n'a pas de réels pouvoirs, puisque les décisions de l'Union européenne sont prises par le « Conseil européen » (et dans une moindre mesure le « Conseil de ministres »), c'est-à-dire par accord entre les 27 pouvoirs exécutifs nationaux. Elles sont appliquées par la « Commission européenne » dont les commissaires sont nommés par les gouvernements nationaux. De même, le président et les gouverneurs de la Banque centrale européenne sont nommés par les 19 gouvernements de la zone euro.

L'Union européenne repose sur des compromis entre les États qui la composent et en particulier sur des tractations entre les plus puissants (Allemagne, France, Italie et, tout un temps, Grande-Bretagne). Les « sommets franco-allemands » ne figurent pas dans les traités communautaires, mais ils préparent, depuis 1957, les réunions du Conseil européen, en passant par-dessus la tête de la Commission et du Parlement. Ainsi, aucune décision importante de l'UE n'a été prise sans l'accord des

pouvoirs exécutifs allemand et français : création du marché commun en 1957, adoption d'une politique agricole commune en 1962, élargissement de 1973, adoption de parités fixes entre les monnaies en 1979, décision d'une monnaie unique en 1992, lancement de l'euro en 1999, élargissement de 2004, adoption de nouvelles règles de fonctionnement en 2009, aide à la Grèce en 2010, conditions fixées pour le Brexit en 2018...



Le budget de l'Union européenne prouve qu'elle est loin de constituer un État. D'abord, elle n'a pas le droit de lever elle-même des impôts et elle est financée pour l'essentiel par des contributions des États membres. Ensuite, ses ressources s'élèvent seulement à 1 % du PIB de la zone et tout déficit est interdit par les traités.

L'Union européenne n'a guère de politique internationale commune et ne dispose d'aucun moyen militaire pour l'appliquer. L'intervention impérialiste américaine, britannique, italienne, espagnole en 2003 en Irak s'est faite contre l'avis de la Russie, de l'Allemagne et de la France. L'intervention impérialiste américaine, française, britannique, italienne et espagnole en 2011 en Libye a eu lieu malgré le gouvernement allemand. Les interventions impérialistes françaises en 2013 au Mali et en Centrafrique, puis l'opération Barkhane ont été décidées sans consulter l'UE ni les autres gouvernements. Aujourd'hui en Libye, de nouveaux affrontements opposent deux factions dont l'une est soutenue par l'Italie et l'autre par la France.

Derrière une façade démocratique, l'Union européenne recouvre une hiérarchie d'États, avec à sa tête une poignée de grands pays impérialistes, à périphérie des pays dominés qui attirent la convoitise d'autres impérialismes, États-Unis, Chine, Russie...et entre les deux des impérialismes de taille réduite.

Lors de la crise capitaliste mondiale de 2008-2009, ce fut chacun pour soi en Europe : chaque État a financé abondamment, sans aucun respect du « libéralisme » ni des règles de déficit public et de dette publique de l'UE, ses groupes financiers et ses entreprises automobiles. Aucune sanction n'a jamais été prise par la Commission européenne pour manquement aux limites budgétaires fixées par les traités (déficit public inférieur à 3 % du PIB, dette publique inférieure à 60 %, déficit « structurel » inférieur à 0,5 % du PIB).

## LES GOUVERNEMENTS EUROPÉENS RÉPRIMENT ET REPOUSSENT LES MIGRANTS

En Europe, les principaux pays impérialistes (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Espagne...) sont coupables de piller les pays dominés de leur continent et du monde entier. Tirant de juteux profits de cette exploitation misérable, leurs gouvernements orchestrent par mille moyens sociaux, politiques, médiatiques la division entre leurs propres travailleurs (chômage, sexe, race, origine, âge, statut légal, orientation sexuelle, conditions de travail...). Pour maintenir cette domination dans leurs propres pays, les bourgeoisies interdisent aussi l'ouverture des frontières dont ont besoin des millions d'êtres humains. Précisons que passer ces frontières ne pose aucun problème si les exilés sont millionnaires.

À partir de 2014, l'Union européenne a vu des centaines de milliers de migrants demander de l'aide et l'accueil chaque année, les pays méditerranéens constituant le point d'entrée en Europe. Dans tous les cas, l'accueil fut soumis à des conditions drastiques, de surveillance immonde et très peu ont profité d'un véritable asile ou d'un droit de séjour. Sur 1 240 000 demandes d'asile dans l'UE en 2017, seulement 538 000 ont été acceptées dans des conditions misérables, soit un « taux de protection » de l'ordre de 45 %.

Si l'Allemagne, en pénurie de main-d'œuvre, a choisi temporairement d'accueillir une partie des migrants (890 000 en 2015), tous les autres pays ont restreint ou interdit les flux et pratiqué une répression accrue : suspension de l'accord de Schengen, contrôle aux frontières, limitation du nombre de migrants accueillis, refus d'accorder l'asile après des mois d'attente dans la pauvreté, détention, démantèlement de camps construits par les migrants, reconduite à la frontière européenne du pays où ils sont entrés dans l'UE (règle des « dublinés »)...

Fin 2015, le gouvernement Merkel fait marche arrière et se résout à arrêter les migrants en dehors des frontières de l'UE et de l'espace policier qui en dépend (Schengen). Un accord est imposé en mars 2016 à la Turquie et à la Grèce, tous deux soumis aux diktats de Paris et Berlin qui sont les gouvernements dominants de l'UE. En échange de quelques milliards, Erdoğan doit garder dans des camps des millions de réfugiés du Machrek. La Grèce du gouvernement front populaire Syriza -ANEL de Tsipras est invitée à trier les migrants sur des îles et les renvoyer en masse vers la Turquie. Fin 2018, plus de 60 000 d'entre eux sont encore bloqués dans des camps aux conditions sanitaires désastreuses. Des centaines de milliers ont été expulsés par l'accord voulu par Merkel, Macron, May, Renzi...

L'autre chemin de migration passe par la Libye. Les successeurs de Khadafi sont aux ordres des grandes capitales européennes, Paris et Rome en tête.

Depuis que la route par la Grèce et la Libye s'est refermée, l'UE aide le Maroc à « équiper ses garde-côtes » avec 148 millions d'euros versés en 2018 destinés à lutter contre les passeurs. En 2018, ce sont près de 100 000 migrants qui ont été arrêtés au Maroc, puis expulsés vers leur pays ou enfermés dans des camps. En Espagne, les partis bourgeois PP et Ciudadanos font un front commun avec le nouveau parti fascisant Vox qui veut renvoyer tous les réfugiés. En France, les partis LR, RN, DF aiguillonnent le gouvernement Macron qui veut instaurer des « quotas annuels » d'accueil de réfugiés et qui a adopté en septembre 2018 une loi « Asile et immigration » plus restrictive contre les immigrés. En Allemagne, l'AfD fascisante et islamophobe pousse la CDU-CSU à instaurer la peur de l'étranger. En Italie, le gouvernement nationaliste Ligue du Nord-Mouvement 5 étoiles démantèlent les aides d'État aux migrants et autorise ses garde-côtes à les repousser vers la Libye. Le récent décret-loi de Salvini a supprimé les permis de séjour humanitaires octroyés à 25 % des demandeurs d'asile pour deux ans.

Les bateaux d'ONG n'ont plus le droit de sauver les migrants en Méditerranée. Le bateau *L'Aquarius 2* de l'ONG française SOS Méditerranée est bloqué par le gouvernement Macron qui a refusé de l'enregistrer sous pavillon français. En janvier 2019, les bateaux d'ONG allemandes *Sea Watch 3* et *Sea Eye* ont été contraints de rester dans les eaux internationales avec des migrants naufragés car aucun pays de l'UE n'était d'accord pour les faire accoster. Près de 17 000 migrants sont morts noyés selon l'ONU depuis 2014 dont plus de 1 800 en 2018. Ce sont des milliers d'autres qui meurent chaque année, tués par la police, de faim et de soif, dans des camps de réfugiés tenus par des mafieux ou dans le désert quand les polices marocaine, libyenne, algérienne les abandonnent à plusieurs kilomètres de leurs frontières.

## LA RÉSISTIBLE MONTÉE DU RACISME ET DU FASCISME

Dans chaque pays membre, une fraction du capital n'avait pas su faire face à l'ouverture des frontières et à la compétition des autres firmes européennes. La montée irrésistible de l'Allemagne, depuis son absorption de la RDA en 1990 et l'ouverture de l'Europe centrale à ses marchandises et à ses capitaux inquiète les autres bourgeoisies de l'UE. La crise capitaliste mondiale de 2008-2009 a creusé l'écart entre le capitalisme allemand et son rival français.

Une partie de la bourgeoisie allemande, néerlandaise, danoise, finlandaise... est réticente à aider les bourgeoisies du Sud.

Für Rätemacht und Revolution!

**KLASSENKAMPF**

Nummer 38 | MAI 2019 | 2,-

Zeitung der Gruppe Klassenkampf, öst. Sektion des Kollektivs permanente Revolution

**MANIFEST FÜR DIE  
EUROPÄISCHE  
SOZIALISTISCHE  
REVOLUTION**

Außerdem: Die 1.Mai-Erklärung des  
Kollektivs Permanente Revolution (CoReP)

Editorial:  
Regierung spielt  
Antifaschismus

Kurz schaut empört, Strache  
weiß von nichts, und Kiki  
plustert sich auf. Das Stück  
heißt „Antifaschismus in  
türkischblau“.

Mehr auf Seite 2

Benko - der  
Milliardär an Bastis  
Seite

Wenn Bastis eine Flotte tut, darf  
sein Gönnern René Benko  
nicht helfen. Geld ist ein guter  
Hint für eine feste  
Freundschaft.

Mehr auf Seite 6

Mogelpackung  
Okosteuern

Mobilität muss man sich erst  
einmal leisten können. Wer als  
Lehnhängler eh keine Wahl  
hat, muss knien.

Mehr auf Seite 7

GRUPPE  
KLASSENKAMPF



Les partis racistes et fascistes se servent des étrangers comme de boucs émissaires. Les gouvernements les plus « démocratiques » chassent les travailleurs immigrés et même les Roms qui sont pourtant citoyens de pays membres.

Le chômage de masse, conjugué à l'impuissance, à la couardise et aux trahisons répétées des partis « réformistes » et des directions syndicales, alimentent la montée des partis xénophobes qui vont jusqu'au néonazisme. En l'espace de 10 ans, de 2008 à 2018, la progression de ces organisations en Europe est spectaculaire. Des groupes et partis fascistes attaquent déjà les militants ouvriers, les minorités nationales et les étrangers avec la complicité de la police en Grèce, Allemagne, en Hongrie, en France... En Autriche, en Finlande, des partis fascistes participent aux

gouvernements. En Italie, la Ligue alliée au mouvement populiste M5S dirige le gouvernement. En Hongrie et en Pologne, les partis bourgeois aux gouvernements font concurrence aux partis fascistes dans la xénophobie et le nationalisme. Aux Pays-Bas les partis islamophobes se maintiennent à un niveau électoral élevé. En Espagne, le parti fasciste Vox gagne du terrain. En Grande-Bretagne, le nouveau Brexit Party violemment xénophobe fondé par l'ancien dirigeant de l'UKIP, Farage, se nourrit de l'impasse du gouvernement et des ambiguïtés du Parti travailliste...

La classe ouvrière pourrait y mettre rapidement fin, mais cela implique de n'accorder aucune confiance l'État bourgeois, à ses lois, à ses juges et à ses policiers pour contrer « l'extrême-droite », à l'inverse de ce que prônent à longueur de temps les organisations de masse de la classe ouvrière. Cela implique la mobilisation résolue de la classe ouvrière avec ses propres méthodes d'organisation et de combat, sur le terrain de l'indépendance de classe, imposant le front unique, pour aider les migrants à s'organiser et débarrasser le plancher des résurgences des organisations fascistes et autres apprentis nazillons. Pour couper l'herbe sous le pied des partis racistes et fascistes, il faudrait que les organisations issues de la classe ouvrière rompent avec toute leur bourgeoisie, avec la fraction pro-UE comme avec la fraction anti-UE,

avec le prétendu « intérêt national » qui divise la classe ouvrière et la soumet à ses exploités, qu'elles s'engagent dans la voie du gouvernement des travailleurs.

## POUR LA RÉVOLUTION SOCIALE DANS TOUTE L'EUROPE, DE LA TURQUIE À L'ISLANDE, DU PORTUGAL À LA RUSSIE

Les prolétaires, pour s'émanciper et libérer la société de l'entrave et de la menace que représente désormais le mode de production capitaliste, doivent affronter la bourgeoisie tout entière et marcher au socialisme mondial.

Les partis sociaux-patriotes (« travaillistes », « sociaux-démocrates », « socialistes », « communistes ») subordonnent le prolétariat à sa bourgeoisie. Flanqués des organisations centristes (les faux « trotskystes » qui renient l'insurrection et la dictature du prolétariat, les débris du maoïsme, etc.), ils prétendent améliorer l'Union européenne ou, encore plus stupidement, que le capitalisme dans un seul pays est viable et préférable. Les partis « réformistes » qui gouvernent le font pour leur bourgeoisie et contre la classe ouvrière. Les directions syndicales sont aussi des bureaucraties qui n'ont plus à « négocier » que les attaques patronales et gouvernementales. Pour se défendre, les travailleurs doivent affirmer leur indépendance à l'égard de tous les capitalistes, leur arracher le pouvoir, unifier le continent.

Cent ans après la première guerre mondiale, pour empêcher l'Europe de sombrer à nouveau dans le nationalisme et la guerre, pour ouvrir un avenir progressiste, il faut au prolétariat une nouvelle direction, une internationale ouvrière et, dans chaque État, un parti de type bolchevik, internationaliste et révolutionnaire.

Ainsi, les ouvriers, les employés, les techniciens, etc. pourront s'unir et rallier les chômeurs, les couches semi-exploitées (travailleurs indépendants, encadrement), les jeunes en formation pour renverser la domination de la minorité bourgeoise, conquérir le pouvoir politique, abolir les anciens rapports de production, étendre la révolution



Groupes marxiste internationaliste [ Collectif révolution permanente en France ]

**Ni Europe capitaliste, ni repli national  
États-Unis socialistes d'Europe**



La violence d'État au service de la classe capitaliste	p. 2
Les élections « européennes » en France	p. 5
Le 52 <sup>e</sup> congrès de la CGT	p. 6
La grève des éboueurs de Lyon	p. 10
En défense de l'université et de la recherche publique	p. 11
La lutte à Toulouse III contre l'allongement de la durée du travail	p. 12
Pour l'ouverture des frontières de l'Europe aux réfugiés	p. 13
Adresse internationale du 1 <sup>er</sup> mai	p. 15
L'emprisonnement d'Assange	p. 17
Une mesure contre le Québec	p. 18
Contre la répression en Algérie	p. 19
Les élections locales en Turquie	p. 20
L'armée sioniste massacre à Gaza	p. 22
Pour la révolution socialiste au Soudan	p. 23
L'embargo américain et les menaces envers l'Iran	p. 25
La 4 <sup>e</sup> Internationale de 1938 à 1940	p. 27
Un aperçu des élections à l'échelle de l'Union européenne	p. 28

n° 35

juin 2019

2 euros

européenne, collaborer avec les autres gouvernements ouvriers issus de la révolution socialiste dans les pays qui constituaient l'UE et les autres (y compris la Turquie que « l'Europe » capitaliste rejette).

*Aux mots d'ordre de désespoir national et de folie nationale, il faut opposer les mots d'ordre qui proposent une solution internationale. (Léon Trotsky, Le Tourmant de l'IC et la situation en Allemagne, septembre 1930)*

- Alignement du droit du travail sur les règles les plus avantageuses de toute l'Europe ! Interdiction des licenciements ! Échelle mobile des salaires et des heures de travail ! Distribution du travail entre tous les travailleurs ! Contrôle des travailleurs sur l'embauche et la production !
- Abrogation de toute législation limitant les droits démocratiques! Liberté d'expression, de réunion, d'organisation, de grève et de manifestation dans tous les pays ! Libération immédiate des « gilets jaunes », des militants ouvriers turcs... ! Levée des poursuites judiciaires contre tous les militants ouvriers et sociaux !
- Respect des minorités nationales ! Droit de séparation des minorités nationales ! Libération immédiate de tous les prisonniers politiques kurdes, tatars, basques... ! Levée de toutes les poursuites judiciaires contre les militants catalans !
- Libre circulation des travailleurs de tous les pays en Europe ! Mêmes droits pour tous les travailleurs ! Ouverture des frontières aux migrants, droit d'installation et de circulation, des papiers pour tous !
- Enseignement et soins universels, laïcs, de qualité et gratuits ! Annulation de toutes les attaques contre le salaire indirect ! Expropriation sans indemnité des banques et des compagnies d'assurances ! Annulation de toutes les dettes publiques !
- Logement digne et bon marché pour tous les travailleurs ! Municipalisation de toutes les terrains urbains ! Expropriation sans compensation de toutes les logements aux mains de grands propriétaires (capitalistes immobiliers individuels, banques, assurances, sociétés immobilières...) ! Pas une expulsion ! Blocage immédiat des loyers des logements !
- Séparation complète de l'État et de toute religion ! Aucune subvention d'aucun culte ! Abrogation des lois contre le « blasphème » ou « l'offense aux convictions religieuses » ! Interdiction de toute propagande religieuse dans les lieux de formation ! Libre accès dans toute l'Europe à la contraception et à l'interruption de grossesse !

- Abolition des monarchies ! Dissolution des chambres parlementaires non élues au suffrage universel (Chambre des Lords britannique, Sénat français...) ! Rémunération des élus au salaire d'une travailleuse qualifiée ! Révocabilité des élus !
- Tous les États d'Europe, hors de l'OTAN ! Fin des interventions militaires extérieures européennes et fermetures des bases militaires à l'étranger !
- Autodéfense des luttes ouvrières et des organisations ouvrières contre toutes les bandes du capital ! Dissolution des armées professionnelles, des corps de répression et armement des travailleurs !
- Renversement de tous les gouvernements bourgeois ! Création de conseils de travailleurs ! Gouvernement sans ministre bourgeois basé sur les conseils ! Suppression des frontières ! États-Unis socialistes d'Europe !

L'ennemi principal est dans notre propre pays. L'unité de l'Europe et le socialisme mondial ne pourront être que le fruit d'une révolution sociale menée par une classe qui n'est ni possédante ni exploiteuse, qui est internationale et non nationale.

Le triomphe de la révolution socialiste dans le continent donnera un élan à la révolution en Afrique du Nord, au Proche-Orient et dans le monde entier, ce qui permettra d'assurer les conditions du socialisme mondial.

Construisons l'internationale dont les drapeaux rouges proclameront : vive l'union des gouvernements ouvriers et paysans du monde !

21 avril 2019

CoReP (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)

IKC (Espagne)



# Chronologie

## 1914

Un conflit éclate en août en Europe qui oppose l'empire d'Autriche et l'empire d'Allemagne à l'Entente : l'Empire britannique, la République française (dont l'empire colonial est le deuxième du monde) et l'empire de Russie. La majorité du mouvement ouvrier rallie la guerre de sa bourgeoisie (SPD et ADGB en Allemagne, PS et CGT en France, LP et TUC en Grande-Bretagne, POB, Commission syndicale du POB et CSC chrétienne en Belgique, SDAP et son syndicat en Autriche).

## 1915

Soulèvement national en Irlande écrasé par la Grande-Bretagne. L'Italie entre en guerre aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne. Les partis socialistes d'Europe hostiles à la guerre se rencontrent à Zimmerwald ; la majorité (SP-PS suisse, PSI italien...) est pacifiste, mais une petite fraction animée par Lénine, Radek et Zinoviev (Gauche de Zimmerwald) affirme qu'il faut mettre fin à la guerre par la révolution, construire une nouvelle internationale et de nouveaux partis contre les sociaux-patriotes.

## 1917

Révolution en février en Russie, entraînant l'éclatement de l'empire tsariste. La coalition entre le Parti constitutionnel démocrate, le Parti socialiste-révolutionnaire et le Parti menchevik poursuit la guerre et refuse de donner la terre aux paysans. Le Parti bolchevik de Lénine devient majoritaire dans les soviets d'ouvriers et de soldats. Il décide l'insurrection confiée à Trotsky. Le pouvoir est transféré aux soviets. La guerre civile commence aussitôt et les armées étrangères interviennent en Russie.

## 1918

La révolution est écrasée en Finlande. Révolution en Allemagne. Le parti communiste KPD se constitue en rupture avec l'USPD, la scission pacifiste du SPD qui lui-même a soutenu la guerre jusqu'au bout. Le gouvernement de coalition entre le SPD et l'USPD sauve l'État bourgeois au prix de concessions démocratiques et sociales.

## 1919

L'état-major et le gouvernement « socialiste » écrasent en février l'insurrection ouvrière à Berlin et assassinent Luxemburg, Liebknecht et Jogiches ; ils abattent en mai la République des conseils en Bavière. L'insurrection du Parti communiste échoue en Autriche face au gouvernement du PSC et du SDAP. La révolution éclate en Hongrie ; l'armée roumaine et l'Entente renversent le gouvernement des conseils.

En juin, traité de Versailles décidé par les États-Unis et l'Entente. Il entérine la multiplication des frontières sur le continent et met en place un cordon sanitaire d'États opposés à la Russie soviétique (Finlande, Pologne, Estonie, Lituanie, Lettonie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie).

Une crise révolutionnaire s'ouvre en Italie : prise des terres par les paysans travailleurs au Sud, grèves ouvrières au Nord, sous le contrôle de la CIL (confédération syndicale fondée par l'Église) et de la CGL (liée au Parti socialiste PSI).

## 1920

La Pologne envahit l'Ukraine et la Biélorussie avec l'aide de la France ; elle est battue par l'Armée rouge ; celle-ci est défaite quand elle entre en Pologne. La guerre civile cesse en Russie. En Allemagne, la majorité de l'USPD rejoint l'IC (la minorité rentre au SPD). En France, grève des cheminots ; la direction de la CGT refuse la grève générale. La majorité du PS-SFIO rejoint l'IC.

Des conseils ouvriers apparaissent à Turin en avril ; la grève générale déferle dans tout le pays en septembre. Le PSI et les bureaucraties syndicales font cesser le mouvement en échange de quelques concessions du patronat et de vagues promesses du gouvernement. Les groupes fascistes (squadri) financés par les propriétaires terriens et le patronat, appuyés par l'état-major, la police et la justice interviennent contre toutes les organisations ouvrières.

### 1921

En août 1921, le PSI et la CGL passent un pacte avec les fascistes (qui ne respectent pas). Le PCd'I est fondé par la gauche du PSI (dirigée par Bordiga). L'IC adopte la tactique du front unique ouvrier sous l'impulsion de Lénine, Trotsky et Radek.

Traité de Londres qui coupe l'Irlande en deux, avec deux parlements distincts à compétence locale. La partie la plus riche, au Nord, reste rattachée directement à l'État britannique ; la plus grande partie est un « dominion » qui jouit d'une grande autonomie dans le cadre de l'Empire. Une guerre civile s'ensuit : la bourgeoisie du sud représentée par le Fine Gael et appuyée par l'Église catholique affronte la petite bourgeoisie nationaliste représentée par le Sinn Féin et l'IRA dont la défaite politique et militaire est consacrée en 1923.

### 1922

Le parti fasciste de Mussolini prend le pouvoir en Italie.

### 1923

L'armée française occupe la Ruhr. L'insurrection du PC échoue en Bulgarie. Elle est annulée en Allemagne par la direction de l'IC et du KPD.

### 1924

Défaite de l'Opposition de gauche du PC de l'URSS et mise au pas par Zinoviev et Staline de l'IC. Mort de Lénine. Premier gouvernement du Parti travailliste en Grande-Bretagne.

### 1925

L'armée française et l'armée espagnole écrasent la révolte nationale arabe au Maroc (guerre du Rif). La confédération britannique et son équivalent d'URSS forment le Comité syndical anglo-russe.

### 1926

La grève générale échoue en Grande-Bretagne. La bureaucratie du TUC rompt le Comité anglo-russe. L'Opposition unifiée (Trotsky et Zinoviev) est éliminée dans le PCUS par le bloc Boukharine-Staline.

### 1928

Collectivisation forcée de l'agriculture et industrialisation brutale en URSS contre l'avis de l'Opposition de droite (Boukharine, Tomsy). L'IC adopte, sous la direction de Staline, la ligne de la « troisième période » qui prétend que la situation est révolutionnaire et que les partis socialistes sont une variante du fascisme.

### 1929

Crise économique mondiale qui frappe violemment l'Allemagne.

### 1933

Le Parti nazi de Hitler prend le pouvoir en Allemagne.

### 1934

Coup des groupes fascistes en France qui provoque le front unique CGT-CGTU-PS-SFIO-PC. Écrasement par l'armée de la milice du SDAP en Autriche. Insurrection des Asturies en Espagne. Répression sanglante en URSS.

**1935**

L'Italie conquiert des colonies en Afrique. Pacte franco-soviétique. L'IC adopte la ligne du front populaire, l'alliance avec les partis bourgeois dits antifascistes. Constitution du FP en France (bloc entre PCF, PS-SFIO, CGT et Parti radical).

**1936**

Grève générale en France. Le PCF, le PS-SFIO et la direction de la CGT y mettent fin grâce à des concessions économiques du patronat. Coup d'État militaire en Espagne qui déclenche une révolution : les travailleurs d'armement, saisissent les terres et les grandes entreprises. Le gouvernement de Frente popular, soutenu par la CNT et le POUM, tente de restaurer l'ordre bourgeois. L'Italie et l'Allemagne aident militairement le général Franco tandis que les démocraties européennes refusent de soutenir la République. Militarisation de la Rhénanie par Hitler. Début des procès de Moscou contre les anciens dirigeants bolcheviks.

**1937**

Le gouvernement Blum décide « la pause ». Les stalinien (le PCE, le PSUC et les services secrets de l'URSS) écrasent l'insurrection de Barcelone (reniée par la CNT et le POUM) et assassinent les militants de la 4<sup>e</sup> Internationale et du POUM.

**1938**

Annexion de l'Autriche par l'Allemagne. En France, le gouvernement Daladier annule les conquêtes de 1936. Proclamation de la 4<sup>e</sup> Internationale.

**1939**

Invasion de la Tchécoslovaquie par l'armée allemande. Chute de Madrid. Pacte germano-soviétique. Interdiction du PCF. Invasion et partage de la Pologne par l'armée de l'Allemagne et celle de l'URSS. La Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre à l'Allemagne. Guerre de l'URSS à la Finlande.

**1940**

L'Allemagne envahit les Pays-Bas, le Luxembourg, la Belgique et la France. L'URSS s'empare des États baltes. La France capitule et un gouvernement fasciste est mis en place par le maréchal Pétain.

**1941**

Les armées de l'Axe (Allemagne, Italie, Hongrie, Roumanie, Finlande, Slovaquie) envahissent l'URSS. Dans un premier temps, l'armée de l'URSS s'effondre. Les États-Unis entrent en guerre aux côtés de la Grande-Bretagne.

**1943**

L'armée allemande subit sa première défaite, en URSS, à Stalingrad. Une révolution commence en Italie. Staline dissout l'Internationale communiste en gage aux bourgeoisies impérialistes américaine et britannique. Conférence de Téhéran où l'URSS, les États-Unis et la Grande-Bretagne s'accordent pour démembler l'Allemagne et partager l'Europe en zones d'influence.

**1944**

Les États-Unis signent avec leurs alliés l'accord de Bretton Woods qui prévoient un système de parités fixes des monnaies vis-à-vis du dollar, lui-même convertible en or, et un Fonds monétaire international (FMI) pour prêter aux États en difficulté. Les armées alliées débarquent en Grèce, en Italie et en France. La Grande-Bretagne écrase la révolution grecque. L'URSS et les États-Unis font tout pour empêcher la révolution en Allemagne, quitte à prolonger la guerre.

**1945**

Conférences de Yalta et de Postdam qui confirment et précisent la conférence de Téhéran de 1943. Défaite de l'Allemagne. Les bourgeoisies d'Europe de l'ouest font des concessions poli-

tiques et sociales importantes. En retour, l'ordre capitaliste y est maintenu ou rétabli avec l'aide des partis communistes, socialistes et travaillistes ainsi que des directions syndicales. En Yougoslavie et en Albanie, les guérillas sous contrôle stalinien prennent le pouvoir.

#### 1946

La France (dont le gouvernement est MRP-PS-PCF) déclenche une guerre coloniale en Indochine.

#### 1947

La France (dont le gouvernement est MRP-PS-PCF) écrase le mouvement national à Madagascar. Les États-Unis se retournent contre l'URSS (« guerre froide »). L'URSS riposte en expropriant le capital en Europe de l'Est.

#### 1948

La Yougoslavie prend ses distances avec l'URSS.

#### 1949

Le traité de Washington lance l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN: Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal). Cette organisation militaire dit défendre « *la démocratie et la liberté* » (même si le Portugal en fait partie et si la France mène une guerre coloniale au Vietnam puis en Algérie). La Grèce et la Turquie la rejoignent en 1952, l'Allemagne de l'Ouest en 1955, l'Espagne en 1982, puis 12 États d'Europe de l'est de 1999 à 2009. La France, en 1966, quitte l'organisation militaire intégrée jusqu'en 2009. Ne sont toujours pas membres : l'Autriche, la Géorgie, la Suède, la Suisse, l'Ukraine...

#### 1950

Les pays impérialistes européens participent à la guerre de Corée menée par les États-Unis contre la révolution chinoise.

#### 1951

Traité de Paris sur la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Allemagne de l'Ouest, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) prévoyant une planification de l'énergie et de la métallurgie.

#### 1952

Traité sur la Communauté européenne de défense (Allemagne de l'Ouest, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) projetant une armée européenne placée sous la supervision du commandant en chef de l'OTAN. Il est rejeté par l'Assemblée nationale française le 30 août 1954 (votent contre : le parti gaulliste RPF, le PCF, une majorité des députés PS-SFIO).

#### 1953

Mort de Staline. Révolution ouvrière en Allemagne de l'Est, écrasée par l'armée de l'URSS.

#### 1954

La France est défaite militairement en Indochine, les États-Unis prennent le relais. Guerre coloniale de la France en Algérie (avec l'appui du PS-SFIO).

#### 1955

Khrouchtchev en finit avec la terreur. La bureaucratie du Kremlin impulse le Pacte de Varsovie en réponse à la pression militaire américaine et à l'OTAN (Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, URSS, L'Allemagne de l'Est le rejoint en 1956 et l'Albanie le quitte de fait en 1961. Le Pacte de Varsovie ne se confronte jamais à l'armée américaine ; il écrase la révolution hongroise en 1956, le mouvement de démocratisation et d'autonomie de la Tchécoslovaquie en 1968, menace le mouvement ouvrier en Pologne en 1980-1981.

**1956**

Discours de Khrouchtchev contre Staline. Soulèvement en Pologne et en Hongrie, la révolution hongroise est écrasée par l'armée de l'URSS.

**1957**

Traité de Rome sur la Communauté économique européenne (CEE6) prévoyant la libre circulation, entre ses membres, des marchandises, des capitaux et des hommes (Allemagne de l'Ouest, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas).

**1958**

Face à l'incapacité du régime parlementaire de vaincre en Algérie, l'armée fomenta un coup d'État, le général De Gaulle reprend le pouvoir.

**1960**

Convention de Stockholm instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE : Autriche, Danemark, Grande-Bretagne, Norvège, Portugal, Suède, Suisse). Coup d'État de l'armée en Turquie.

**1961**

Construction du « mur de Berlin » par l'Allemagne de l'est. La 5<sup>e</sup> République étant contrainte de négocier avec le FLN, une partie l'état-major de l'armée française tente à Alger un coup appuyé sur les colons. De Gaulle y répond en s'appuyant sur les conscrits, les parisiens réformistes et les syndicats, ce qui fragilise le bonpartisme et préserve les libertés démocratiques.

**1962**

La France concède l'indépendance à l'Algérie. Lancement par la CEE6 de la politique agricole commune (à l'époque, un soutien du prix de certains produits agricoles).

**1967**

Coup d'État militaire en Grèce avec le soutien des États-Unis.

**1968**

Union douanière réalisée entre les 6 États de la CEE6 (suppression des droits de douane, tarif douanier extérieur commun).

En Tchécoslovaquie, un mouvement de réforme est écrasé par le Pacte de Varsovie. Grève générale en France à laquelle le PCF et la CGT mettent fin au prix de concession minimales du patronat. Mouvement étudiant et ouvrier joints en Italie. En Irlande du Nord, soulèvement de la population nationaliste (catholique) confrontée à la violence de la police unioniste (protestante) RUC.

**1969**

Attentats des services secrets et des fascistes en Italie attribués à « l'extrême-gauche » ; certains groupes gauchistes ripostent par la guérilla urbaine. En Irlande, l'IRA provisoire reprend la guérilla contre l'armée britannique et les organisations fascistes loyalistes (UVF, LVF, UDA).

**1971**

Coup d'État de l'armée en Turquie. Luites ouvrières en Pologne. Les États-Unis abandonnent la convertibilité du dollar en or. Les devises se mettent à flotter.

**1972**

Accord de Bâle pour le « serpent monétaire européen » qui doit limiter les fluctuations de taux de change entre les monnaies de la CEE6. La livre le quitte en 1972, la lire en 1973, le franc français en 1974 et 1976. Remplacé par le SME en 1979.

**1973**

Le Danemark, la Grande-Bretagne et l'Irlande rejoignent la CEE9. Retour de la crise capitaliste mondiale. Le PCI propose un « compromis historique » à la DC qui refuse.

**1974**

Chute du gouvernement Heath en Grande-Bretagne suite à la grève des mineurs. Division de Chypre par l'armée grecque et l'armée turque. Chute de la junte militaire en Grèce. Début de révolution au Portugal et crise révolutionnaire en Espagne.

**1975**

Au Portugal, le PSP s'emploie à instaurer un régime à façade parlementaire et le PCP s'appuie sur l'armée (MFA, COpCon), mais tous deux sont d'accord pour participer au gouvernement bourgeois et surtout pour affaiblir les commissions de travailleurs.

**1976**

Le PCI soutient le gouvernement DC d'Andreotti. Le PCI accepte l'OTAN et prône l'austérité.

**1977**

Pacte de la Moncloa en Espagne : soucieux de préserver l'État bourgeois, le PCE, le PSOE, les CCOO et l'UGT s'accordent avec le monarque désigné par Franco et le gouvernement franquiste de Suarez. Pour assurer la « transition démocratique », la bourgeoisie espagnole fait des concessions politiques, y compris aux minorités nationales.

**1978**

Vague de grèves en Grande-Bretagne lors de l'hiver 1978-1979.

**1979**

Le conseil européen (rencontre des gouvernements des États membres de la CEE9) lance le système monétaire européen (SME) qui remplace le serpent de 1972 pour limiter les fluctuations des monnaies de la CEE9. S'y opposent en France Chirac et le PCF. Le SME fonctionnera de fait comme un système de parités rigides ancré sur le mark allemand.

**1980**

Coup d'État militaire en Turquie avec le soutien des États-Unis. Grèves en Pologne et création d'un syndicat de masse indépendant de la bureaucratie stalinienne.

**1981**

La Grèce adhère à la CEE10. État de siège en Pologne. L'Union de la gauche (PS-PCF-MRG) gouverne en France.

**1982**

La Grande-Bretagne bat l'armée argentine qui avait récupéré les îles Malouines.

**1985**

Accord de Schengen : « l'espace Schengen » élimine les contrôles frontaliers entre les membres (aujourd'hui 22 États de l'UE et 4 de l'AELE) et les renforce envers les autres ressortissants. En URSS, Gorbatchev s'oriente vers des concessions aux EU et des réformes pro-capitalistes.

**1986**

L'Espagne et le Portugal adhèrent à la CEE12.

**1989**

Effondrement de l'Allemagne de l'Est, suivi de la réunification capitaliste.

**1990**

En 1990, après avoir intégré l'Allemagne de l'Est, les dirigeants occidentaux donnent à l'URSS l'assurance que l'OTAN ne s'étendra pas à l'est. En 1997, la Pologne, la Hongrie et la Tchéquie la rejoignent ; en 2004, la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie; en 2009, l'Albanie, la Croatie ; en 2017, le Monténégro.

**1991**

L'URSS éclate en 15 États (dont en Europe : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Moldavie, Russie, Ukraine) qui rétablissent le capitalisme. La plupart, mais pas les États baltes constituent la Communauté des États indépendants (CEI) sans grand succès. La CEI sera remplacée pour son aspect militaire par l'OTSC (2002) et au plan économique par l'UEEA (2014). En Azerbaïdjan, les Arméniens du Haut-Karabagh font sécession, en s'appuyant sur l'Arménie. Le conflit cesse en 1994 avec l'arbitrage du groupe de Minsk (États-Unis, France, Russie). La Yougoslavie rétablit le capitalisme et éclate de 1991 à 2008 entre 7 États (Bosnie, Croatie, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie, Slovénie) au prix de plusieurs guerres, la Serbie s'appuyant sur la CEI et les autres sur l'OTAN. Celle-ci impose un blocus militaire à la Serbie en 1993 puis la bombarde en 1999.

En Italie, le PCI se dissout. En 2007, sa majorité fonde le PD avec ce qui reste de la DC.

**1992**

En Moldavie (majoritairement roumanophone), la région de Transnistrie (majoritairement russo-phonie) fait sécession appuyée sur l'armée russe. En Géorgie, l'Ossétie du Sud-Alanie et l'Abkhazie font sécession avec l'aide de l'armée russe. La Tchécoslovaquie rétablit le capitalisme et la Slovaquie se sépare de la Tchéquie.

Le Conseil européen décide le traité de Maastricht : la CEE devient Union européenne (UE12) et une monnaie unique est décidée à la demande de la France et aux conditions fixées par l'Allemagne.

**1995**

L'Autriche, la Finlande et la Suède adhèrent à l'UE15. L'OTAN intervient contre l'armée serbe avec 400 avions et 5 000 militaires.

**1997**

Le Conseil européen, sur demande de l'Allemagne, adopte le Pacte de stabilité et de croissance : déficit public inférieur à 3 % du PIB, dette publique inférieure à 60 %.

**1998**

En Irlande, accord de Belfast (du « vendredi saint ») sous l'égide des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande : l'IRA cesse les opérations militaires, sa face politique Sinn Fein participe aux élections et ses députés siègent dans les trois parlements (Dublin, Belfast, Londres). Le SF codirige l'Irlande du Nord avec la représentation politique de la bourgeoisie protestante. Comme le Royaume-Uni et la République d'Irlande sont membres de l'UE, la frontière de la partition de 1921 s'estompe.

La Banque centrale européenne est installée à Francfort. Son directoire (5 membres) est nommé par le Conseil européen ; le conseil des gouverneurs est composé du directoire et des gouverneurs de la banque centrale de chaque État membre de la zone euro (ZE). Sa mission principale est de préserver la valeur de l'euro (la BCE le traduit avec une cible d'inflation à 2 % par an dans la ZE). À partir de 1999, le conseil des gouverneurs de la BCE mène la politique monétaire de l'euro (taux « directeurs » des prêts aux banques ou des dépôts des banques, réserves obligatoires des banques, montant des prêts aux banques, rachat de titres aux banques, intervention sur les marchés des devises...). La BCE est indépendante de la Commission européenne, du Conseil européen et des États membres. Il lui est interdit de prêter aux États membres de la ZE (ou de l'UE).

**1999**

Lancement de l'euro qui devient la monnaie scripturale (bancaire de 11 États (ZE11 : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Pays-Bas, Italie, Luxembourg,

Portugal). Elle devient la monnaie fiduciaire (espèces) de la ZE11 en 2002. Actuellement, ils sont 19 membres de l'UE (ZE19). En outre, la Bulgarie postule et plusieurs petits États européens non membres de l'UE l'utilisent comme monnaie.

#### **2001**

La Grèce adopte l'euro.

#### **2002**

La charte de Chisinau fonde l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC : Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Russie, Tadjikistan). L'OTSC est un pacte militaire qui vise à contrer l'OTAN. Elle est rejointe par l'Ouzbékistan en 2005.

#### **2003**

La politique agricole commune est centrée sur le soutien aux revenus des agriculteurs et non plus des prix.

#### **2004**

Chypre, l'Estonie, la Hongrie, Malte, la Lettonie, la Lituanie, le Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, la Tchéquie adhèrent à l'UE25. Le Conseil européen adopte un projet de Constitution européenne.

#### **2005**

La France et les Pays-Bas rejettent la constitution européenne par référendum.

#### **2007**

Adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'UE27. La Slovénie adopte l'euro. Le Traité de Lisbonne réorganise les institutions de l'UE et le droit européen. Il entre en vigueur en 2009.

#### **2008**

Chypre et Malte adoptent l'euro.

La crise capitaliste mondiale de 2008-2009 affecte toute l'Europe, de l'UE à la Russie. Le PIB de l'UE28 croît de seulement 0,5% en 2008 avant de baisser en 2009 de 4,3%. Le chômage s'élève, particulièrement en Europe du Sud, ce qui conduit à des migrations internes à l'UE.

La Géorgie encouragée par la France entreprend de récupérer l'Ossétie. La Russie riposte et écrase l'armée géorgienne. Un coup nationaliste renverse le président en Abkhazie.

#### **2009**

La Slovaquie adopte l'euro. Tous les États aident leurs propres banques (1 600 milliards d'euros au total dans l'UE28) et les groupes automobiles; Par conséquent, ils bafouent les règles budgétaires (déficit public à moins de 3 % du PIB), même l'Allemagne. La BCE baisse les taux directeurs à partir de 2008 et rachète, malgré l'avis défavorable de l'Allemagne, les obligations des États ou des groupes fragilisés détenues par les banques à partir de 2014. La ZE dans son ensemble ne retrouve le niveau d'activité économique de 2007 qu'en 2015.

#### **2010**

Crise financière de la Grèce et dans une moindre mesure de l'Irlande, du Portugal et de l'Espagne. La Grèce requiert l'aide du FMI et de l'UE qui accordent 110 milliards d'euros sur trois ans. En contrepartie, la Grèce coupe dans les dépenses publiques, augmente la TVA, remet en cause les acquis sociaux et privatise.





site du GMI [groupemarxiste.info](http://groupemarxiste.info)

site du CoReP [revolucionpermanente.com](http://revolucionpermanente.com)

contact [groupe.marxiste.inter@gmail.com](mailto:groupe.marxiste.inter@gmail.com)

Abonnement à Révolution communiste  
bimestriel du Groupe marxiste internationaliste  
(section française du CoReP)

Envoyer 14 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros à :

ARTP / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

NOM ..... Prénom .....

Adresse postale .....

.....

Adresse électronique .....@.....



Les États nationaux sont devenus des entraves aux forces productives. C'est particulièrement le cas en Europe, le continent qui a vu naître le capitalisme mais qui est plus morcelé que jamais.

L'Union européenne (UE) est née d'une tentative de bourgeoisies de surmonter l'étroitesse de leurs frontières nationales. Jusqu'à la crise capitaliste mondiale de 2008, l'UE a connu des succès puisque 22 États, au fil du temps, ont joint les 6 fondateurs. Elle a supprimé

les frontières pour les marchandises, les capitaux et les ressortissants des États membres.

L'UE est capable de peser dans les négociations économiques internationales, ce qui explique l'hostilité que lui manifeste Trump. Elle ne se réduit pas à un grand marché : « politique agricole commune », « fonds structurels », bourses... À la demande de l'État français, l'UE a décidé en 1992 d'adopter une monnaie commune, l'euro, aux conditions fixées par l'État allemand : inflation réduite, règles budgétaires, siège de la banque centrale à Francfort... Les décisions sont en effet prises par le Conseil européen (le « sommet européen » des chefs de gouvernement des États membres) dont les réunions sont précédées d'un « sommet franco-allemand » qui ne figure dans aucun traité mais qui détient le vrai pouvoir.

Mais le capitalisme tout entier est en déclin. Les bourgeoisies européennes sont incapables de fusionner car l'État national leur est indispensable pour préserver leur place face aux autres et reproduire les rapports sociaux internes. L'UE n'a pas d'armée propre, son budget est réduit (1 % de son PIB), elle ne prélève pas d'impôt. Son poids dans l'économie capitaliste mondiale s'effrite : en 2004, le PIB des 25 équivalait à 30 % du PIB mondial, en 2015 le PIB des 28 correspond à 22 %. Elle a commencé à régresser avec le refus de fait de l'adhésion de la Turquie en 2005, la « crise de la dette » de 2010, la guerre en Ukraine en 2013, la « crise migratoire » de 2015, le départ de la Grande-Bretagne voté en 2016. L'UE ne peut servir à la fois les grands groupes capitalistes et les travailleurs. Malgré ses promesses, l'UE n'a pas apporté la prospérité à tous : les populations ont subi la crise capitaliste mondiale et parfois des crises économiques locales, le chômage et les inégalités. Comme ailleurs, les gouvernements y ont démantelé les conquêtes sociales antérieures. Même la guerre a frappé le continent (Yougoslavie, Ukraine...). L'UE a été impitoyable avec la Grèce mais n'a jamais pris de sanction envers les grands États impérialistes qui contrevenaient aux règles budgétaires. Ses dirigeants bavardent sur la démocratie et le progrès, mais l'UE est incapable de garantir le droit à l'avortement et ferme ses frontières aux migrants en collaborant avec les peu démocratiques Turquie et Libye.

Les gouvernements et les partis ouvriers bourgeois ont souvent détourné les mécontentements populaires contre l'UE. Cela a fait le jeu des partis xénophobes et fascistes qui sont une menace pour les travailleurs. Le repli sur les frontières nationales ne ferait que précipiter la paupérisation et préparer la guerre. L'alternative à l'UE capitaliste et au nationalisme réactionnaire est la prise en main, par les producteurs, du destin du continent. Vivent les États-Unis socialistes d'Europe !